

REVUE UBA

مجلة اتحاد المصارف العربية

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

JUIN - 2026 12^{ème} EDITION



FINANCE SOUS PRESSION COMMENT LES BANQUES ARABES NAVIGUENT DANS UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE

**SOMMET BANCAIRE ÉCONOMIQUE
ARABO-EUROPÉEN 2026**

VERS UN NOUVEL ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Organisé par l'Union des Banques Arabes (UAB)

Paris- 4 & 5 Juin 2026



ATB

البنك العربي التونسي

4200 0000 0000 0000

4338

EXPIRE
& PIN 00/00

VISA

**UNE CARTE VIRTUELLE
DES ÉXPÉRIENCES RÉELLES**



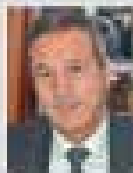
@ArabTunisianBank



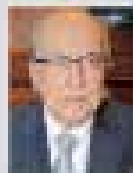
www.atb.tn



LE PRÉSIDENT ET LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Mohamed Elmedhy
Président du conseil d'administration
(Égypte)



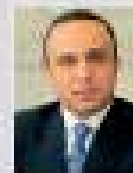
Dr. Joseph Tamey
Président du conseil d'administration
(Liban)



Abdulmohsen Al Farsi
Vice-Président du conseil
d'administration
(Arabie Saoudite)



Tiyad Khalid Alwad
Vice-Président du conseil
d'administration
(Irak)



Dr. Wessam H. Farouk
Secrétaire Général



Sheikh Mohammed Al Jaber
Al-Sabah
(Koweït)



Naleed bin Khumr Al-Hamad
(Sultan d'Oman)



Chirouk Ramekhan
(Oman)



Abdulaziz Al-Rasheed
(Qatar)



S.E. H. Essouf El-Salam
(Jordanie)



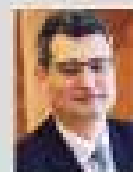
Abdolrazak Mohamed Elhasan
(Libye)



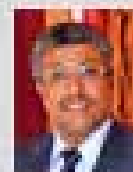
Dr. Yousef Al-Sayid
(Bahreïn)



Mustafa Al-Khalafawi
(Émirats Arabes Unis)



Isai Ghannai
(Tunisie)



Dr. Ahmed Ali Bari Sankar
(Yémen)



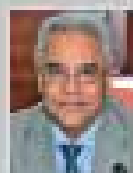
Mahmoud El-Chewi
(Palestine)



Abbas Abdulrahman Abbas
(Syrie)



Ahmed H. Al-Sheikh
(Liban)



El-Hachmi Daud Mohamed Samir
(Martinique)



Fathy Jellidy
(Béni)



Nouvel Ben-Henda
(Les Banques Commanas)



Farid Mokhtar Ayadi
(Monde observateur)

Index

7. Le mot du Secrétaire Générale de l'UBA
« Finance sous pression: le rôle stratégique des banques arabes face aux nouveaux équilibres mondiaux »



Etudes et paroles d'experts

8. Dans un Contexte d'Incertitude Globale, Perspectives Internationales sur la Gestion des Risques,
par M. Jean Dermine, INSEAD Professor of Banking and Finance Emeritus

15. Le nouvel âge stratégique de la finance arabe Banques, souveraineté et puissance économique dans un monde multipolaire, Publication UAB

Dossier Spécial

25. Les répercussions mondiales de la guerre américano-iranienne et les stratégies de couverture des risques pour les banques arabes,
par Dr Souha Maad, Écrivaine et analyste stratégique



Articles

33. Investir dans la fragilité: Repenser les partenariats euro-arabes pour la résilience et une croissance durable, Dr. Haneen Najem, Directrice Générale Arab Finance House Bank – Liban, Enseignante universitaire École Supérieure des Affaires (ESA)



37. les nouvelles dynamiques du marché pétrolier: le retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP+ et ses implications économiques
Source: Direction générale du Trésor (France)

Actualités

41. L'Algérie dans le top 4 des plus grandes économies arabes et africaines, selon le critère de la PPA

42. L'Arabie saoudite approuve le budget 2026 avec 306 milliards de dollars de recettes prévues

43. Syrie: Le secteur bancaire entre réforme et ouverture internationale



Nominations et gouvernance bancaire

48. Nabil Fahmy nommé Secrétaire général de la Ligue des États arabes

49. Dalia Khalifa nommée Directrice de la région Moyen-Orient à la Banque mondiale

50. Bank ABC nomme Paul Jennings au poste de Directeur Général (Chief Executive Office) du Groupe.

51. United Gulf Bank (UGB) a annoncé la nomination de Samer Alabed au poste de nouveau Directeur Général (Chief Executive Officer) de la banque.

52. Walid El-Nohas nommé Vice-Président du Conseil d'administration de Banque Nasser Social.

53. Khaleeji Bank a annoncé la nomination de M. Abdulkarim Mohamed Alzakari au poste de Directeur Général par intérim.

54. Najib Fakhoury nommé Vice-président régional de la Société financière internationale pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale



Nominations et renouvellements à la tête des institutions financières égyptiennes

56. Abdelhamid Abou Moussa reconduit à la tête de la Banque Faisal Islamique d'Égypte

57. Tarek Fayad renouvelé au poste de Chief Executive Officer d'Al-Masraf Al-Mottahed

57. Hazem Hegazy confirmé à la direction exécutive d'Al Baraka Bank Egypt

Nouvelles nominations au sein de l'ISEC

58. Mohamed Karim - Président Exécutif de l'institution

58. Souinara El Asmar - nommée Vice-Présidente Exécutive de l'ISEC

58. Ahmed Issa - Président Exécutif d'Abu Dhabi First Bank Egypt

58. Amr El Nekhely - Vice-Président Exécutif

Activités de l'UBA

67. Renforcement du dialogue économique franco-arabe : visite du Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes à Son Excellence l'Ambassadeur de France au Liban

68. L'Union des Banques Arabes et l'ICC renforcent leur coopération dans le domaine de l'arbitrage bancaire et commercial international

Activités de l'UBA

60. Le Secrétaire Général de l'UBA en Libye : une dynamique renouvelée de coopération et de modernisation bancaire.



71. Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe 2026



75. M. Ali bin Ahmed Al Kuwari, Ministre des Finances de l'État du Qatar

«Leadership & Vision 2026»



76. M. Naji Mohamed Issa Belgacem, Gouverneur de la Banque centrale de Libye

« Gouverneur de l'Année 2026 »





Dr. Wissam Hassan Fattouh

Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

Finance sous pression: «le rôle stratégique des banques arabes face aux nouveaux équilibres mondiaux»

Le monde connaît une profonde recomposition économique et géopolitique qui redéfinit les priorités des institutions financières. Dans cet environnement marqué par l'incertitude, les banques arabes sont appelées à renforcer leur résilience, à accompagner les transformations économiques et à jouer un rôle moteur dans le financement d'une croissance durable.

Cette édition de la Revue UBA s'inscrit dans la continuité des réflexions engagées lors du Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe de Paris 2026, organisé sous le Haut Patronage de Son Excellence le Président Emmanuel Macron. Les échanges de haut niveau qui ont réuni les principaux décideurs européens et arabes ont confirmé la nécessité de renforcer le dialogue, les partenariats stratégiques et l'intégration financière entre nos deux régions.

À travers les analyses, les contributions d'experts et les actualités présentées dans ce numéro, nous souhaitons apporter un éclairage sur les grandes mutations qui façonnent le nouvel ordre économique mondial et sur les réponses que le secteur bancaire arabe peut y apporter.

À l'Union des Banques Arabes, nous continuerons à promouvoir cette vision fondée sur la coopération, l'innovation et les partenariats stratégiques, afin d'accompagner nos banques dans les défis d'aujourd'hui et les opportunités de demain.

Dans un Contexte d'Incertitude Globale, Perspectives Internationales sur la Gestion des Risques



M. Jean Dermine

INSEAD Professor of Banking and
Finance Emeritus
Fontainebleau, France 27 Mai 202

Nous souhaitons discuter trois sources de risque certes pas nouvelles mais amplifiées par le contexte actuel de grande incertitude: risque de liquidité, tests de résistance et importance du ratio price-to-book, et finalement la forte concentration des investissements en dette souveraine nationale par de nombreuses banques. Ces considérations concernent les banques et les autorités de contrôle.

1. La crise financière globale de 2007-2009, nouveau mode de gestion des crises et risque de liquidité

En Juillet 2007, il y a près de 20 ans, la banque HSBCannonçaitdespertesimportantessurcrédits immobiliers logés dans sa filiale américaine HouseholdInternational.Lacrisefinancièreglobale

des subprimes était amorcée. Suite au cri de 'Never Again', les autorités réglementaires de nombreux pays ont relevé le ratio minimum de capital, introduit un ratio de levier et une contrainte minimale de liquidité. Mais beaucoup plus important à nos yeux, elles ont mis en place un nouveau système d'intervention en cas de crise qui poursuit un triple objectif:



- Un besoin de reconnaître l'incertitude, c.à.d l'incapacité à identifier ex ante toutes les sources de risque, à les quantifier et à définir un ratio optimal de capital. Le seule certitude est que des surprises vont se produire.

- Un besoin de mettre une fin au lien entre pertes bancaires, le soutien financier de l'Etat et des déficits publics pouvant conduire à une crise souveraine.

- Un besoin de mettre un terme à la doctrine too-big-to-fail qui assure un soutien de l'Etat aux grands établissements financiers. Ceci introduit une distorsion de concurrence et une prise de risque excessive.

Solution magique: La fin annoncée du support de l'Etat. En cas de crise bancaire, les actionnaires subissent les pertes, suivis des détenteurs d'obligations, les dépôts interbancaires et les dépôts non-couverts par un mécanisme d'assurance-dépôt. La banque devient une entreprise normale: Elle prend des risques, encaisse les profits si tout va bien et subit les pertes si il y a une crise. C'est le nouveau régime du bail in, opposé au bail out. Ce nouveau régime avec privatisation des pertes (US Dodd Frank Action 2010, European Directive on Resolution and Recovery 2014) allait permettre de rencontrer les trois objectifs évoqués: Opérer dans l'incertitude, fin du support

public, et fin de la doctrine du too big to fail.

De nos rencontres à l'INSEAD avec des dirigeants de banque, beaucoup mettaient en doute la non-intervention de l'Etat en temps de crise. Mais ils pensaient que ce nouveau régime du bail in augmentait très significativement le risque de liquidité et de fuite des dépôts (bank run). En cas de pertes bancaires, même si la probabilité subjective d'un soutien de l'Etat est élevée, tout trésorier ou gestionnaire de fortune prudent se précipiterait pour retirer ses dépôts. C'est d'autant plus facile que la banque digitale permet un transfert à moindre effort. Durant plus de dix ans (2010-2023), la question du risque accru de crise de liquidité et de course aux guichets demeurait ouverte, en attente d'une crise bancaire significative.

Les crises SVB et Credit Suisse 2023

Le 8 Mars 2023, la banque californienne SVB annonçait son plan stratégique pour financer des retraits de dépôt avec vente d'une partie de son portefeuille d'obligations et de discussion pour une nouvelle émission d'actions. La banque mettait en avant des ratios réglementaires satisfaisants avec un CET1 de 15% et un ratio de levier de 8, bien au delà des minima réglementaires. Peine perdue,

les craintes des déposants non-assurés sur les moins-values potentielles sur le portefeuille d'actifs à revenu fixe, amplifiée par les réseaux sociaux, entraînait une fuite des dépôts, la fermeture de SVB et, plus important, la garantie exceptionnelle apportée à tous les dépôts - assurés et non-assurés - au nom de l'exception de crise systémique.

Le 19 mars 2023, le Credit Suisse, une des trente plus grandes banques dans le monde, faisait également face à un retrait des dépôts. De nouveau, les ratios réglementaires étaient satisfaisants: CET1 de 14%, levier de 8 et LCR de 144%. Dans le cas présent, c'est une rentabilité faible qui inquiétait les marchés. La Banque Nationale Suisse ignorait ses annonces préalables de non-intervention et arrangeait une fusion avec le concurrent UBS.

La conclusion de cette revue historique est sans équivoque. Le régime du bail in a augmenté de manière très significative le risque d'illiquidité et de retrait de dépôts dans le système financier international. L'incertitude globale actuelle avec le marché du private credit (les banques finançant à court terme des fonds d'investissement), les répercussions économiques des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, une nouvelle géopolitique mondiale où la force semble s'imposer aux règles de droit international et l'accroissement considérable de la dette publique dans de nombreux Etats, met en avant, si nécessaire, l'impérative nécessité pour les banques et les autorités réglementaires d'organiser une gouvernance appropriée du contrôle des risques et de la stratégie en cas de crise pour réduire le risque de liquidité et de bank run. On ne

peut ignorer que SVB et Crédit Suisse rencontraient largement les ratios réglementaire de capital et de liquidité au départ de la crise de Mars 2023. C'est la crainte du régime du bail in et de la privatisation des pertes qui précipitait la course au guichet. Ce régime est toujours en place¹.

2. Test de résistance et prise en compte de la valeur de marché des actions bancaires

En période d'incertitude durant lesquelles il est très difficile de quantifier le risque (probabilité et pertes potentielles), les tests de résistance (stress tests) sont le meilleur instrument pour évaluer la solvabilité d'une banque. Le pluriel est utilisé car

Table 1: Price-to-Book (valeur de marché des actions divisée par fonds propres), Novembre 2025.

Europe-USA	
Barclays	0.75
Standard Chartered Bank	0.92
JP Morgan Chase	2.4
Société Générale	0.64
Crédit Suisse (Jan 2023)	0.18
Jordanie- Liban	
Arab Bank	0.50
Arab National Bank	1.11
Jordan Commercial Bank	0.87
Jordan Islamic Bank	1.57
Byblos Bank	0.51
Bank Audi Jordanie- Liban	1.70
Qatar-Oman-Kuwait-Morocco	
Qatar National Bank	1.55
Bank Muscat	1.18
National Bank of Kuwait	1.96
Kuwait Finance House	2.4
Attijariwafa	2.17
KSA	
Al Rajhi	3.4
Saudi National Bank	1.22

Source: Thomson Reuters.

1. Dermine J., Single Resolution Mechanism in the European Union: Good Intentions and Unintended Evil, in Monetary Economic Issues Today, Festschrift in Honour of Ernst Baltensperger, 2017, editor Swiss National Bank, Orell Füssli Verlag, Zurich.



il convient d'évaluer différents scénarios potentiels qui pourraient se produire et d'évaluer leur impact sur la solvabilité. Le danger est de satisfaire (ticking the box) le stress test unique des autorités de contrôle et de ne pas prendre correctement en compte l'incertitude. Ici, le support de la direction (tone from the top) est absolument nécessaire pour donner l'autorité et les moyens humains et financiers aux départements des risques pour analyser une série de scénarios possibles et leur impact sur le capital et la solvabilité de la banque.

Une question liée concerne la prise en compte ou non de la valeur de marché (en bourse) des fonds propres. A travers le monde, les ratios réglementaires de capital sont basés sur la valeur comptable des fonds propres (book value) et non sur leur valeur de marché. SVB et Crédit Suisse rencontraient largement les ratios de solvabilité sur base comptable. Une question se pose de savoir si la valeur de marché devrait également être prise en compte dans les mesures de solvabilité.

Dans la Tableau 1, nous rapportons le price-to-book (P/B), le ratio de la valeur de marché des fonds propres divisée par la valeur comptable, de quelques banques internationales et de la région MENA. Nous rapportons également cette valeur pour le Crédit Suisse, 0.18, deux mois avant la crise de Mars

2023. On observe en général un P/B assez faible pour les banques Européennes mais élevé dans la région MENA. Différences de rentabilité et de perspective de croissance liée à la démographie expliquent cette situation.

La solvabilité sur base de valeur de marché doit-elle attirer l'attention des banques et des autorités de contrôle? Revoyons les principes économiques de base de la réglementation des fonds propres.

Fonds Propres = Actif - Dette

L'objectif de la réglementation est d'assurer qu'en cas de pertes le capital reste positif:

Fonds Propres - Pertes = Actif - Pertes - Dette > 0.

L'objectif d'un capital positif en cas de crise n'est pas vraiment d'assurer qu'en cas de liquidation de la banque, la vente des actifs couvre l'endettement. En effet, les banques sont rarement mises en liquidation suite aux coûts que cela engendrerait. L'objectif est plutôt de permettre une recapitalisation de la banque ou une fusion avec une autre banque en assurant que la valeur des cash flows nets, cash flows de l'actif net de cash flows de la dette, est positive. Dans ce cas, la banque conserve une valeur pour l'acquéreur.

Mais les nouveaux actionnaires se préoccupent



également d'une seconde série de cash flows, les cash flows qui se produiront dans l'avenir. On peut prouver que la valeur de marché des actions d'une banque est égale à la valeur de liquidation (valeur de l'actif moins la dette) augmentée de la valeur actualisée des profits économiques à venir².

$$\text{Valeur de marché des actions} = \text{valeur de liquidation} + \text{valeur actualisée des profits économiques futurs.}$$

Les valeurs comptables utilisées pour évaluer solvabilité ou ratio de levier sont basées sur la valeur de liquidation (tangible value of equity), alors que les valeurs de marché prennent également en compte les profits économiques à venir. Si la stabilité financière repose sur la facilité de recapitalisation d'une banque et non sa liquidation, il conviendrait d'attacher plus d'importance aux valeurs de marché des fonds propres. L'exemple du Credit Suisse avec un P/B de 0.18 en Janvier 2023 est édifiant. Ce n'est pas l'annonce de pertes qui a précipité la crise mais une faible rentabilité qui s'observait plusieurs mois avant la crise dans la faible valeur de marché.

Soyons clair: il ne s'agit pas de dire que les marchés d'actions sont toujours efficaces, mais un faible

price-to-book est souvent associé à un faible ROE, situation propice à l'instabilité. Cette information ne peut être ignorée par la banque et les autorités de contrôle.

La dernière source de risque que nous souhaitons évoquer est la forte concentration des investissements en dette souveraine nationale.

3. Concentration d'investissement en dette souveraine nationale

Dans de nombreux pays, le secteur bancaire finance une part significative de la dette publique nationale. A titre d'exemple, le niveau de concentration d'investissement en dette publique atteint un niveau de 27% et 26% des actifs bancaires en Roumanie et en Pologne (European Systemic Risk Board, 2026). Dans de nombreux pays, les agences de notation mentionnent une forte concentration de risques sur l'Etat. Il s'agit du 'home country bias' et du risque de 'doom-loop' scénario. On parle de boucle diabolique lorsque, en cas de récession, la perte de valeur des obligations d'Etat entraîne une baisse des fonds propres de la banque, une réduction des crédits, une accélération de la récession, baisse des recettes fiscales avec baisse de valeur supplémentaire des obligations et une crise souveraine.

Les règles actuelles de Bâle sur actifs pondérés ou sur la concentration des risques (large exposure) ne prennent pas en compte la détention d'obligations

2. Dermine J. , Bank Valuation and Value-based Management. Deposit and Loan Pricing, Performance Evaluation and Risk Management", 2nd edition, McGraw-Hill: New York.

domestiques sous l'argument qu'elles sont sans risque vu que la banque centrale peut imprimer de la monnaie pour financer le service de cette dette. Différents arguments ont été avancés dans la littérature pour expliquer la détention significative d'obligations souveraines domestiques. Actifs liquides pour financer de nouveaux prêts, l'aléa moral (moral hazard) et la prise de risque en présence d'assurance-dépôt ou du soutien de l'Etat, une prise de risque en dernier ressort pour redresser la rentabilité ou la répression financière lorsque le Ministère des Finances incite les banques à financer un déficit public.

Un argument supplémentaire³ est qu'une banque avec une notation moyenne ne va pas investir dans des obligations sans risque (USA, Allemagne) car il n'y a pas d'avantage financier. Un trésorier d'une banque Portugaise nous écrivait: "Nous n'investissons pas dans des obligations allemandes plus sûres du fait de l'impact négatif sur notre marge d'intérêt. Le rendement sur obligations allemandes ne couvre pas notre coût de financement lié à une plus faible notation." Deux raisons justifient cet argument d'absence de bénéfice financier. La première est que les agences de notation lient la notation de la banque à la notation du pays. L'argument est que si le pays est en difficulté, il prendra des mesures défavorables aux banques. Investir dans des obligations sans risque n'améliorera pas la notation de la banque et ne réduira pas son coût de financement. La seconde raison est d'éviter le bank tax ou bank levy. Si le pays est en difficulté, il pourrait imposer une taxe spéciale sur les profits des banques rentables. Dans cette situation, il est préférable d'investir dans des obligations domestiques pour corréliser la situation de la banque à celle du pays. En cas de forte récession

la banque ne fera pas de profit et évitera la taxe bancaire.

Le message est clair si l'objectif est d'assurer la stabilité financière et d'éviter le doom loop, il faut créer des incitants à détenir des obligations sans risque ou un portefeuille diversifié. Notez que pour le Ministre des Finances, il y a ici un choix à faire entre augmenter la stabilité financière avec des portefeuilles bancaires diversifiés, mais avec sans doute un coût de financement de la dette publique plus élevé si les banques locales réduisent leur achat de dette nationale.

En conclusion: le régime du 'bail in' qui met les créiteurs à risque augmente fortement le risque de liquidité et de course au guichet. La grande incertitude actuelle liée à la géopolitique et au niveau élevé d'endettement des Etats renforce le besoin de tests de résistance multiples et d'attention à la rentabilité et aux valeurs de marché des fonds propres bancaires. La concentration d'investissement en dette souveraine nationale appelle la création d'incitants à diversifier le risque souverain si l'objectif est d'augmenter la stabilité du système financier.



3. Dermine J. Banks' Home-Bias in Government Bonds Holdings. Will Banks in Low-Rated Countries Invest in European Safe Bonds (ESBies)?, European Financial Management, Vol 26 (4), 2020.



بنك بيروت

Bank of Beirut

Banking Beyond Borders

INTELLIGENCE IN BANKING

Shaping the Next Era Together

www.bankofbeirut.com

Lebanon | UK | Sultanate of Oman | Australia | Nigeria

Le nouvel âge stratégique de la finance arabe

Banques, souveraineté et puissance économique dans un monde multipolaire



Le monde bancaire international traverse aujourd'hui l'une des périodes les plus complexes de son histoire contemporaine. Longtemps structuré autour d'un ordre économique relativement stable et de repères financiers prévisibles, le système mondial est désormais confronté à une succession de bouleversements profonds : tensions géopolitiques, fragmentation des échanges internationaux, inflation persistante, recomposition des chaînes d'approvisionnement, guerre énergétique, accélération technologique et montée des risques cybernétiques.

Dans cet environnement sous haute pression, les banques arabes se retrouvent au cœur d'une équation stratégique particulièrement délicate : préserver la stabilité financière, continuer à financer la croissance, accompagner les transformations économiques nationales et renforcer leur compétitivité dans un monde devenu multipolaire.

Pourtant, cette phase d'incertitude peut aussi constituer une opportunité historique pour le secteur bancaire arabe. Grâce à leur niveau élevé de liquidité, à l'accélération des stratégies de diversification économique dans plusieurs pays arabes, notamment dans le Golfe, à la montée des investissements technologiques et à l'élargissement des partenariats financiers internationaux, de nombreuses banques arabes démontrent aujourd'hui une capacité de résilience remarquable.

Au-delà de leur rôle traditionnel d'intermédiation, elles sont désormais appelées à devenir des acteurs stratégiques de la transformation économique régionale : financer les infrastructures, soutenir les PME, accompagner la transition énergétique, renforcer l'inclusion financière et participer à la construction de nouveaux corridors d'investissement entre le monde arabe, l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Cette étude propose ainsi d'analyser comment la finance arabe peut passer d'une posture d'adaptation à une posture d'influence, en affirmant son rôle dans le nouvel équilibre économique mondial.

Un ordre économique mondial en pleine recomposition

L'économie mondiale entre progressivement dans une nouvelle phase marquée par une fragmentation géoéconomique croissante. Après plusieurs décennies dominées par la mondialisation et l'interdépendance des marchés, les grandes puissances redéfinissent aujourd'hui leurs alliances commerciales, énergétiques, industrielles et technologiques selon des logiques de souveraineté stratégique. Cette transformation se traduit par une multiplication des tensions commerciales, le retour des politiques protectionnistes, la relocalisation de certaines chaînes de production et une compétition accrue autour des ressources énergétiques, des technologies avancées et des infrastructures critiques.

Parallèlement, les tensions géopolitiques régionales continuent de fragiliser les marchés internationaux et d'alimenter une volatilité économique durable. Les conflits armés, les rivalités entre blocs économiques, les sanctions financières ainsi que les perturbations logistiques mondiales accentuent l'incertitude et réduisent la visibilité des investisseurs. Dans ce

nouvel environnement, la stabilité économique mondiale apparaît de plus en plus dépendante des équilibres géopolitiques.

Le Moyen-Orient occupe désormais une place centrale dans cette nouvelle architecture mondiale. La région se situe au cœur des grands enjeux liés à l'énergie, au commerce maritime, aux investissements stratégiques et aux nouvelles routes économiques reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Chaque escalade régionale ravive ainsi les inquiétudes concernant la sécurité énergétique mondiale, notamment autour du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique par lequel transitent près de 20 % - 25 % des flux pétroliers mondiaux. Une perturbation prolongée de cette route maritime pourrait provoquer une flambée brutale des prix du pétrole dépassant les 120 dollars le baril, selon plusieurs scénarios évoqués par des institutions financières et énergétiques internationales, avec des répercussions directes sur l'inflation mondiale, les marchés financiers et la croissance économique.

Pour les banques arabes, cette situation représente un double défi stratégique. D'un côté, les revenus énergétiques élevés continuent de soutenir les économies exportatrices du Golfe, renforçant la



liquidité bancaire, les investissements publics et les grands projets de diversification économique. De l'autre, la volatilité des marchés mondiaux, la hausse des taux d'intérêt internationaux et les tensions géopolitiques augmentent les risques financiers, ralentissent certains flux d'investissement et accentuent l'incertitude sur les perspectives de croissance régionale et internationale.

Face à cette nouvelle réalité, les institutions financières arabes ne peuvent plus considérer la géopolitique comme un facteur externe secondaire. Elle devient désormais un paramètre central de la stratégie bancaire, influençant les décisions d'investissement, la gestion des risques, les politiques de financement et les choix de partenariats internationaux. Les banques arabes sont ainsi appelées à renforcer leurs capacités d'anticipation, de résilience et d'adaptation afin de préserver leur stabilité tout en saisissant les opportunités offertes par la recomposition du paysage économique mondial.

Inflation mondiale et pressions sur les marchés financiers

Après plus d'une décennie marquée par des politiques monétaires accommodantes et des taux d'intérêt historiquement bas, le retour de l'inflation mondiale bouleverse profondément l'environnement bancaire international. Alimentée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les tensions géopolitiques, la hausse des prix de l'énergie et les déséquilibres post-pandémie, cette inflation persistante a conduit les grandes banques centrales à engager l'un des cycles de resserrement monétaire les plus rapides des dernières décennies.

La Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et plusieurs autres institutions monétaires maintiennent désormais des taux directeurs élevés afin de contenir les pressions inflationnistes et restaurer la stabilité des prix. Selon les estimations du Fonds monétaire international, les taux d'intérêt mondiaux évoluent aujourd'hui à leurs niveaux

les plus élevés depuis plus de quinze ans, dans un contexte où la croissance mondiale devrait ralentir à 3,1 % en 2026, contre environ 3,4 % en 2024-2025, selon le FMI. Cette nouvelle réalité financière entraîne une augmentation généralisée du coût du financement, un durcissement des conditions d'accès au crédit et une pression directe sur les marchés financiers internationaux.

Pour les banques arabes, les conséquences de cette transformation monétaire sont multiples. La hausse des taux internationaux augmente le coût du capital et du refinancement, ralentit certains investissements privés et publics et exerce une pression accrue sur les portefeuilles de crédit. Dans plusieurs marchés, le ralentissement économique pourrait également provoquer une augmentation progressive des créances à risque, notamment dans les secteurs les plus sensibles à la hausse des coûts de financement et au recul de la demande.

Parallèlement, la volatilité persistante des marchés obligataires et boursiers expose davantage les institutions financières aux risques de marché, tandis que les fluctuations rapides des flux de capitaux modifient les équilibres de liquidité à l'échelle internationale. Les banques doivent ainsi adapter leurs stratégies de gestion des risques dans un environnement marqué par une forte incertitude et une visibilité réduite sur les perspectives économiques mondiales.

Malgré ces pressions, plusieurs banques arabes continuent d'afficher des fondamentaux solides. Selon les données du FMI, les systèmes bancaires des pays du Golfe demeurent globalement bien capitalisés, liquides et rentables, avec des ratios de solvabilité oscillant généralement entre 17% et plus de 20%, soit largement au-dessus des exigences réglementaires de Bâle III. Soutenues par les revenus énergétiques, les programmes de diversification économique et les investissements publics massifs, les banques de la région ont globalement maintenu une rentabilité robuste et une capacité élevée d'absorption des chocs externes.



Dans ce contexte, la résilience du secteur bancaire arabe constitue aujourd'hui un avantage stratégique majeur. Elle offre aux institutions financières de la région une capacité accrue d'adaptation dans un environnement mondial devenu beaucoup plus instable, où la solidité des bilans, la maîtrise des risques et la flexibilité stratégique deviennent des facteurs déterminants de compétitivité et de stabilité financière.

Diversification économique : les banques comme moteur de transformation

Face à la volatilité persistante des marchés énergétiques et aux incertitudes de l'économie mondiale, plusieurs pays arabes accélèrent leurs stratégies de diversification afin de réduire leur dépendance aux hydrocarbures et de construire des modèles de croissance plus résilients. Cette dynamique est particulièrement visible dans les pays du Golfe, où les grandes visions nationales mobilisent des investissements massifs dans les infrastructures, les nouvelles technologies, le tourisme, les énergies renouvelables, la logistique, l'industrie et l'économie numérique.

Selon la Banque mondiale, les économies du Golfe continuent d'afficher une dynamique solide, avec une croissance estimée à 3,2 % en 2025 et une accélération attendue autour de 4,5 % en 2026, soutenue par la progression des secteurs non pétroliers et les grands programmes de diversification économique, portés notamment par l'expansion des secteurs non pétroliers. Cette évolution confirme le poids croissant de l'économie non énergétique dans la transformation régionale.

Dans ce contexte, les banques jouent un rôle central. Historiquement fortement exposées aux secteurs publics, immobiliers et énergétiques, elles réorientent progressivement leurs stratégies vers le financement des PME, l'économie digitale, les fintechs, les projets verts et durables, l'inclusion financière ainsi que l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Cette mutation répond à une double exigence : accompagner les priorités nationales de diversification et identifier de nouveaux relais de croissance bancaire dans des économies en pleine transformation.

Les fonds souverains et les grands programmes d'investissement public renforcent également cette dynamique. En Arabie saoudite, par exemple, le Public Investment Funds est imposé comme l'un des principaux instruments de la Vision 2030, avec un



rôle structurant dans le développement de nouveaux secteurs économiques, la création d'entreprises nationales et la mobilisation d'investissements stratégiques.

Pour les banques arabes, cette transformation ouvre un champ d'opportunités considérable. Le financement des infrastructures, des chaînes logistiques, des projets énergétiques durables, des plateformes numériques et des entreprises innovantes devient un levier essentiel de croissance. Les banques ne sont donc plus uniquement des intermédiaires financiers; elles deviennent des partenaires stratégiques de l'État, du secteur privé et des investisseurs internationaux. Cette évolution redéfinit profondément le rôle du secteur bancaire arabe. Dans un monde multipolaire où la compétitivité dépend de la capacité à financer l'innovation, la transition énergétique et l'inclusion économique, les banques arabes sont appelées à devenir des acteurs majeurs du développement économique, social et technologique de la région.

Finance islamique : un levier de croissance stratégique

La finance islamique s'impose aujourd'hui comme l'un des segments les plus dynamiques du système financier international. Longtemps concentrée

principalement dans les pays du Golfe et certains marchés asiatiques, elle connaît désormais une expansion progressive à l'échelle mondiale, portée par la demande croissante pour des modèles financiers davantage fondés sur l'économie réelle, le partage des risques et les principes de durabilité.

Selon le rapport 2025 de l'Islamic Financial Services Board (IFSB), les actifs mondiaux de l'industrie des services financiers islamiques ont atteint environ 3,88 trillions de dollars en 2024, contre moins de 2 trillions de dollars il y a une décennie, confirmant la forte accélération de la finance islamique à l'échelle mondiale. Plusieurs projections internationales estiment que ce marché pourrait atteindre entre 7 et 9 trillions de dollars à l'horizon 2030, sous l'effet de la croissance démographique, de l'essor des marchés émergents et de l'accélération des investissements liés aux infrastructures et à la transition énergétique.

Les banques arabes occupent une position centrale dans cette dynamique, en particulier dans les pays du Golfe, où la finance islamique représente dans certains cas plus de 40 % des actifs bancaires nationaux. L'Arabie saoudite demeure aujourd'hui le premier marché mondial de la finance islamique, suivie notamment par les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar. Cette progression s'accompagne

également d'une modernisation croissante des produits financiers islamiques et d'une accélération de la digitalisation des services bancaires conformes à la charia.

Dans un environnement mondial marqué par la montée des risques financiers, des tensions géopolitiques et des préoccupations liées à la durabilité, la finance islamique suscite un intérêt croissant bien au-delà du monde arabe. Plusieurs centres financiers internationaux, notamment à Londres, Luxembourg, Hong Kong et Singapour, cherchent désormais à renforcer leur positionnement dans les marchés des sukuk et des investissements islamiques.

Le marché mondial des sukuk continue lui aussi de progresser rapidement. Selon S&P Global Ratings, les émissions mondiales de sukuk devraient rester supérieures à 170 milliards de dollars par an dans les prochaines années, soutenues par les besoins de financement des infrastructures, des projets de transition énergétique et des grands programmes de diversification économique dans le Golfe et en Asie.

Parallèlement, les convergences croissantes entre finance islamique et critères ESG ouvrent de nouvelles perspectives stratégiques. Les principes de partage des risques, d'investissement éthique et de financement adossés à des actifs réels rapprochent progressivement la finance islamique des grandes tendances mondiales liées à la finance durable. Cette évolution favorise le développement de nouveaux instruments de financement vert et social conformes à la charia, susceptibles d'attirer davantage d'investisseurs internationaux.

Dans ce contexte, la finance islamique pourrait devenir l'un des principaux vecteurs de coopération financière entre les marchés arabes, européens, africains et asiatiques. Pour les banques arabes, cette dynamique représente une opportunité stratégique majeure de renforcer leur présence internationale et d'affirmer leur rôle dans la future architecture financière mondiale.

Révolution technologique et intelligence artificielle : une transformation irréversible

Parallèlement aux bouleversements géopolitiques et économiques, le secteur bancaire mondial connaît une révolution technologique sans précédent. L'accélération de la digitalisation, l'émergence des fintechs et les avancées rapides de l'intelligence artificielle redéfinissent profondément les modèles bancaires traditionnels, les modes de consommation financière et les équilibres concurrentiels internationaux.

L'intelligence artificielle transforme aujourd'hui l'ensemble de la chaîne de valeur bancaire. Les institutions financières utilisent désormais des solutions d'IA avancées dans l'analyse prédictive, la gestion des risques, la détection des fraudes, la conformité réglementaire, la cybersécurité, l'automatisation des services bancaires ainsi que l'amélioration de la relation client. Les technologies d'IA générative, les modèles d'analyse comportementale et les outils d'automatisation intelligente permettent aux banques d'améliorer leur efficacité opérationnelle, de réduire certains coûts et de personnaliser davantage leurs services.

Selon plusieurs estimations sectorielles, les dépenses mondiales du secteur financier consacrées à l'intelligence artificielle pourraient dépasser 120 milliards de dollars avant la fin de la décennie. Parallèlement, McKinsey & Company estime que l'intelligence artificielle générative pourrait générer, à elle seule, entre 200 et 340 milliards de dollars de valeur additionnelle annuelle pour le secteur bancaire mondial, soit l'équivalent de 2,8 % à 4,7 % des revenus totaux de l'industrie bancaire.

Dans le monde arabe, cette transformation s'accélère rapidement. Les grandes banques du Golfe investissent massivement dans les infrastructures numériques, les plateformes de paiement intelligentes, les technologies cloud, la cybersécurité et les services financiers digitaux afin de renforcer leur compétitivité face aux nouveaux acteurs technologiques et aux fintechs internationales. Selon les estimations de PwC Middle East, l'intelligence artificielle pourrait générer près de 320 milliards de dollars de valeur additionnelle pour

l'économie du Moyen-Orient d'ici 2030, soit environ 11 % du PIB régional. Cette évolution positionnerait progressivement la région parmi les pôles émergents les plus dynamiques de l'économie mondiale de l'IA.

Les banques arabes cherchent également à intégrer l'intelligence artificielle dans les activités de conformité réglementaire et de lutte contre le blanchiment d'argent, secteurs où les exigences internationales deviennent de plus en plus complexes. Les technologies d'analyse de données et d'automatisation intelligente permettent désormais de renforcer les dispositifs de surveillance des transactions, d'améliorer les mécanismes de connaissance client (KYC) et de réduire les délais de traitement des opérations.

Cependant, cette révolution technologique soulève également des défis majeurs. La question de la souveraineté numérique devient stratégique dans un environnement marqué par la domination mondiale des grandes plateformes technologiques et des infrastructures cloud internationales. Les enjeux liés à la protection des données, à la cybersécurité, à la dépendance technologique, à la régulation de l'intelligence artificielle et à l'adaptation des compétences humaines deviennent désormais des priorités pour les autorités monétaires et les institutions financières.

Par ailleurs, l'augmentation des cyberattaques contre les infrastructures financières accentue les risques systémiques. Selon plusieurs études internationales, le secteur financier demeure l'un des secteurs les plus ciblés au monde par les cybermenaces, ce qui pousse les banques à augmenter fortement leurs budgets de cybersécurité et de protection des infrastructures critiques.

Dans ce contexte, la transformation digitale n'est plus uniquement un enjeu d'innovation ou de modernisation technologique. Elle devient une condition essentielle de résilience, de souveraineté économique et de compétitivité internationale. Les banques arabes qui réussiront à maîtriser cette transition technologique tout en renforçant la confiance, la sécurité et

la gouvernance de leurs systèmes numériques disposeront d'un avantage stratégique majeur dans la future architecture financière mondiale.

Cyber-risques et sécurité financière : la nouvelle frontière bancaire

Dans un environnement financier de plus en plus digitalisé et interconnecté, les cybermenaces s'imposent désormais comme l'un des principaux risques systémiques auxquels sont confrontées les institutions financières internationales. L'accélération des services bancaires numériques, la généralisation du cloud computing, l'essor des paiements électroniques et l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle élargissent considérablement la surface d'exposition des banques aux cyberattaques.

Les infrastructures financières figurent aujourd'hui parmi les cibles les plus sensibles au monde. Les attaques contre les banques, les systèmes de paiement, les plateformes de transfert de fonds et les données financières critiques se multiplient, avec des conséquences pouvant affecter directement la stabilité financière, la confiance des clients et la continuité des opérations bancaires. Selon les estimations de Cybersecurity Ventures, le coût mondial de la cybercriminalité pourrait atteindre 10,5 trillions de dollars par an d'ici 2025, contre environ 3 trillions de dollars en 2015, ce qui en ferait l'un des risques économiques les plus coûteux au monde.

Face à cette montée des cyber-risques, les banques internationales augmentent fortement leurs budgets de cybersécurité. Selon plusieurs estimations internationales, les dépenses mondiales liées à la cybersécurité devraient franchir le seuil des 300 milliards de dollars d'ici 2026. Cette progression reflète l'importance stratégique croissante accordée à la protection des infrastructures critiques, des systèmes financiers et des données sensibles dans une économie mondiale de plus en plus digitalisée. Le secteur financier demeure ainsi l'un des plus grands investisseurs mondiaux dans les technologies de sécurité numérique.

Les banques arabes suivent aujourd'hui cette tendance avec une accélération notable de leurs investissements technologiques. Dans les pays du Golfe notamment, les institutions financières renforcent massivement leurs infrastructures de cybersécurité, leurs systèmes de surveillance des transactions, leurs solutions de conformité intelligente, leurs plateformes de détection des risques ainsi que leurs centres de gestion des incidents cybernétiques. L'objectif est double : protéger les systèmes financiers nationaux contre les menaces croissantes et préserver la confiance dans les écosystèmes numériques bancaires.

Cette évolution s'accompagne également d'un renforcement des exigences réglementaires imposées par les banques centrales et les autorités de supervision financière. Les questions de résilience opérationnelle, de protection des données, de continuité des activités et de gouvernance des risques technologiques deviennent progressivement des piliers centraux de la stabilité financière.

Dans ce contexte, la cybersécurité n'est plus uniquement une question technique ou informatique. Elle devient un enjeu stratégique de souveraineté économique et de stabilité systémique. La résilience

opérationnelle apparaît désormais aussi essentielle que la solidité financière elle-même, dans un monde où une cyberattaque majeure pourrait provoquer des perturbations économiques et financières d'ampleur internationale.

Vers une nouvelle architecture financière arabe ?

Face aux profondes mutations du système économique mondial, les banques arabes cherchent progressivement à renforcer les coopérations financières régionales et internationales afin de consolider leur résilience et d'élargir leur influence dans la nouvelle géographie économique mondiale.

Cette dynamique se traduit par une montée progressive des investissements intra-arabes, un renforcement des partenariats euro-arabes, le développement de nouveaux corridors financiers et logistiques reliant le Golfe, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, ainsi qu'une coopération accrue dans les domaines de la finance digitale, de la cybersécurité et des infrastructures de paiement régionales. Dans un contexte marqué par la fragmentation géoéconomique et les tensions internationales, plusieurs pays arabes



cherchent également à réduire leur vulnérabilité aux chocs externes en diversifiant leurs partenariats économiques et leurs sources de financement.

Le secteur bancaire arabe dispose aujourd'hui de plusieurs atouts stratégiques majeurs. La région bénéficie d'une position géographique centrale au carrefour des grandes routes commerciales mondiales, d'importantes capacités d'investissement, d'une population jeune et fortement digitalisée ainsi que d'une accélération rapide des projets technologiques et durables. Selon plusieurs estimations internationales, les fonds souverains des pays du Golfe gèrent désormais plus de 4 trillions de dollars d'actifs, renforçant considérablement la capacité d'investissement et d'influence financière de la région à l'échelle mondiale.

Parallèlement, les stratégies nationales de transformation économique engagées dans plusieurs pays arabes stimulent l'émergence de nouveaux secteurs de croissance, notamment dans les technologies, l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables, les infrastructures, les services financiers numériques et l'économie verte. Cette transformation favorise progressivement l'évolution du rôle des banques arabes, appelées à devenir non seulement des institutions financières, mais également des plateformes de financement stratégique du développement régional.

Cependant, ces opportunités nécessitent une vision à long terme, une gouvernance renforcée, une modernisation continue des cadres réglementaires et une coopération régionale plus intégrée. Dans un monde marqué par une concurrence technologique et financière croissante, la capacité des banques arabes à renforcer leurs complémentarités régionales et à développer des infrastructures financières communes pourrait devenir un facteur déterminant de leur positionnement international.

Conclusion : la résilience comme nouveau modèle bancaire

Le nouvel ordre économique mondial impose aujourd'hui aux banques arabes une transformation profonde de leurs modèles de développement. Dans un environnement marqué par les tensions géopolitiques, l'instabilité énergétique, le retour des pressions inflationnistes, la révolution technologique et la montée des cyber-risques, la résilience devient progressivement le principal facteur de compétitivité et de stabilité financière.

Face à cette nouvelle réalité, les banques arabes démontrent une capacité croissante d'adaptation. Entre diversification économique, accélération de la digitalisation, montée de la finance durable, développement de la finance islamique et investissements massifs dans les technologies financières, le secteur bancaire régional cherche progressivement à construire un modèle plus agile, plus sécurisé et davantage intégré aux transformations de l'économie mondiale.

Cette évolution dépasse désormais le simple cadre bancaire. Les institutions financières arabes sont appelées à jouer un rôle stratégique dans le financement de la transition économique régionale, le développement des infrastructures, l'accompagnement des PME, la promotion de l'innovation et le renforcement de l'inclusion financière. Dans plusieurs pays, elles deviennent également des acteurs centraux de la souveraineté économique et technologique.

Dans ce contexte de « finance sous pression », le secteur bancaire arabe pourrait finalement émerger non pas comme une victime des bouleversements mondiaux, mais comme l'un des acteurs les plus dynamiques du nouvel ordre financier international en construction. À condition de poursuivre les réformes, d'investir dans l'innovation, de renforcer les coopérations régionales et d'anticiper les mutations géoéconomiques mondiales, les banques arabes disposent aujourd'hui des atouts nécessaires pour transformer les incertitudes actuelles en opportunités stratégiques durables.

Publication Revue UBA



GROW MOSUL BANK MOSUL BANK FOR DEVELOPMENT & INVESTMENT WITH US

*Grow & Nurture
the Ideas You Have.*



CONTACT US

hr@mosulbank.iq
www.almosulbank.iq

Les répercussions mondiales de la guerre américano-iranienne et les stratégies de couverture des risques pour les banques arabes

Dr. Souha Maad

Écrivaine et analyste stratégique



Les premières évaluations publiées par plusieurs institutions internationales dressent le portrait d'un choc géopolitique majeur, dont les effets dépassent largement le théâtre militaire pour toucher l'énergie, le commerce, l'inflation, les chaînes d'approvisionnement et la stabilité financière mondiale.

À travers les analyses du Fonds monétaire international, de Statista, de la Banque mondiale, des Nations Unies, de l'OCDE et de la Banque centrale européenne, une même conclusion se dégage : la guerre entre les États-Unis et l'Iran constitue un facteur de rupture pour l'économie mondiale en 2026, avec des conséquences particulièrement sensibles pour les pays importateurs d'énergie, les marchés émergents et les systèmes bancaires exposés aux tensions régionales.

Dans ce contexte, les agences de notation et plusieurs analystes ont également évalué les effets potentiels de ce conflit sur les banques arabes, notamment dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, en Égypte et dans d'autres économies du Moyen-Orient. L'enjeu central n'est plus seulement la résistance à un choc temporaire, mais la capacité des institutions financières arabes à renforcer leur liquidité, leur capital, leur cybersécurité, la confiance des déposants et leur planification stratégique face à un environnement durablement incertain.

L'évaluation du Fonds monétaire international

Le rapport des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, publié en avril 2026, souligne que la guerre américano-iranienne a provoqué une onde de choc significative sur l'économie mondiale. Selon cette évaluation, le conflit a fortement accru les risques de récession, réduit la prévision de croissance du PIB mondial à 3,1 % pour 2026 et alimenté les pressions inflationnistes en raison des perturbations des approvisionnements énergétiques.

La hausse des prix du pétrole au-delà de 100 dollars le baril constitue l'un des principaux canaux de transmission de la crise. Le FMI avertit qu'en cas de prolongation du conflit, la croissance mondiale pourrait reculer vers 2 %, un niveau généralement associé à une situation de quasi-récession mondiale. Le détroit d'Ormuz, artère essentielle du commerce énergétique international, est au cœur de cette vulnérabilité : les perturbations y auraient réduit le trafic maritime quotidien de près de 135

navires à environ 12 navires, affectant une part importante des flux pétroliers mondiaux.

Les effets sont particulièrement visibles en Asie, où certaines raffineries, notamment en Inde, signalent des tensions inédites sur l'approvisionnement et une contraction des marges. Les pays fortement dépendants des importations énergétiques, comme les Philippines et le Pakistan, font face à une hausse des coûts d'importation, à des pressions budgétaires et à des risques d'endettement accrus.

À l'échelle régionale, la croissance du Moyen-Orient serait ramenée à 1,8 % en 2026, sous l'effet de la suspension partielle des exportations pétrolières, de la baisse des transferts financiers et de l'aggravation des tensions budgétaires. Le FMI insiste enfin sur la nécessité de préserver des cadres de politiques économiques crédibles, de renforcer la coopération internationale et de diversifier les sources d'énergie afin de limiter les effets de contagion.

Domaine	Principaux constats	Impacts régionaux
Croissance mondiale et inflation	Croissance mondiale estimée à 3,1 % ; risque de recul vers 2 % en cas de guerre prolongée ; inflation mondiale potentiellement supérieure à 6 %.	Révision à la baisse de la croissance au Moyen-Orient ; tensions accrues pour les pays importateurs d'énergie.
Énergie et commerce	Prix du pétrole au-delà de 100 dollars ; forte réduction du trafic dans le détroit d'Ormuz ; perturbation d'une part importante du commerce pétrolier mondial.	Pressions sur les raffineries asiatiques et les chaînes d'approvisionnement.
Vulnérabilités financières	Sorties de capitaux des marchés émergents, hausse des charges de dette et instabilité des marchés.	Risque systémique accru pour les économies fragiles.
Recommandations	Financements d'urgence, souplesse des politiques publiques, diversification énergétique et coopération internationale.	Réorientation de certains approvisionnements vers des fournisseurs hors Moyen-Orient.

L'analyse de Statista: énergie, infrastructures et commerce

L'analyse de Statista met l'accent sur les dommages causés aux infrastructures critiques au Moyen-Orient, notamment les installations pétrolières, les stations de dessalement et les aéroports. Elle souligne également le rôle central du détroit d'Ormuz, par lequel transite une part majeure du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié exportés à l'échelle mondiale.

Selon cette approche fondée sur les données, le quasi-gel du trafic commercial dans ce corridor stratégique a provoqué une hausse immédiate des primes d'assurance maritime, une désorganisation des flux de matières premières et un recul marqué de l'activité touristique régionale. L'impact dépasse donc le seul secteur de l'énergie: il affecte le transport, l'hôtellerie, les importateurs industriels, les finances publiques et la confiance des investisseurs.

Indicateur	Estimation	Lecture économique
Flux pétroliers via Ormuz	Environ un tiers du pétrole brut mondial serait concerné.	Choc d'offre immédiat sur les marchés mondiaux.
Gaz naturel liquéfié	Près de 20 % des flux mondiaux de GNL seraient exposés.	Risque de pénuries pour plusieurs importateurs asiatiques.
Commerce maritime	Trafic réduit à moins de 10 % du niveau normal dans certains scénarios.	Hausse des coûts logistiques et des primes d'assurance.
Infrastructures	Dommages estimés entre 15 et 20 milliards de dollars.	Pression budgétaire sur les pays concernés et besoins de reconstruction.
Tourisme régional	Baisse estimée de 25 à 30 % des arrivées.	Impact direct sur l'hôtellerie, les services et l'emploi.



La lecture de la Banque mondiale

La Banque mondiale considère la guerre américano-iranienne comme un choc global qui aggrave des crises déjà présentes: insécurité alimentaire, tensions énergétiques, crise de la dette, inégalités et vulnérabilités climatiques. Son analyse se distingue de celle du FMI par son insistance sur le financement du développement et la résilience des économies fragiles.

Dans un contexte de contraction des contributions internationales et de recul de l'aide publique au développement, la Banque mondiale apparaît comme l'un des rares acteurs capables d'augmenter son soutien financier. Néanmoins, certaines critiques soulignent la lenteur et la fragmentation des réponses institutionnelles, appelant à une meilleure coordination entre les institutions de Bretton Woods et les acteurs humanitaires.

La position des Nations Unies

Les Nations Unies abordent la crise sous l'angle de la légalité internationale, des conséquences humanitaires et de la paix mondiale. La justification juridique avancée par les États-Unis au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies a suscité des débats au sein de la communauté internationale, tandis que les agences onusiennes alertent sur les risques de déplacements massifs de population, d'insécurité alimentaire et de pertes civiles liées aux attaques contre des infrastructures vitales.

Le conflit est ainsi présent non seulement comme une crise économique, mais comme une crise de légitimité, de sécurité humaine et de stabilité internationale. L'effondrement des discussions de cessez-le-feu en avril 2026 a renforcé l'incertitude et accentué la volatilité des marchés.

La Banque centrale européenne: inflation importée et risques financiers

La Banque centrale européenne n'a pas publié de rapport autonome exclusivement consacré à la guerre, mais elle a intégré ses effets dans ses bulletins économiques et communications de politique monétaire. Le principal canal de transmission vers la zone euro demeure l'énergie: la hausse du pétrole et les perturbations du GNL via le détroit d'Ormuz ont contribué à l'augmentation des coûts d'importation et des factures énergétiques des ménages.

Même si l'exposition commerciale directe de la zone euro à l'Iran reste limitée, les effets indirects sont significatifs: volatilité des marchés financiers, incertitude des investisseurs, inflation plus persistante et affaiblissement potentiel de la croissance. La BCE estime que la prolongation du conflit pourrait retrancher 0,5 à 0,7 point de pourcentage à la croissance de la zone euro en 2026, tandis que l'inflation pourrait demeurer au-dessus de 3 % plus longtemps que prévu.

L'OCDE: la fragilisation de l'architecture de l'aide internationale

L'OCDE analyse la guerre à travers le prisme de l'aide au développement et des vulnérabilités systémiques. Elle relève une contraction marquée de l'aide publique au développement entre 2024 et 2025, au moment même où les économies fragiles font face à la hausse des coûts d'importation, à la crise de la dette et aux pressions inflationnistes liées au conflit.

Cette évolution affaiblit la capacité de résilience des pays les plus exposés, notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Pour l'OCDE, la guerre n'est donc pas seulement une crise énergétique ou commerciale; elle constitue aussi une crise de solidarité internationale.

Institution	Angle d'analyse	Messages clés	Indicateurs mis en avant
FMI	Stabilité macroéconomique	Risque de ralentissement mondial et de stagflation en cas de prolongation du conflit.	Croissance mondiale à 3,1 % ; pétrole au-delà de 100 dollars ; inflation potentiellement supérieure à 6 %.
Banque mondiale	Développement et résilience	Aggravation de l'insécurité alimentaire, énergétique et de la dette.	Besoins accrus de financement dans les pays fragiles.
BCE	Inflation et stabilité financière	Transmission indirecte via énergie, marchés financiers et confiance.	Croissance de la zone euro amputée de 0,5 à 0,7 point ; inflation au-dessus de 3 %.
Statista	Données sur les flux et infrastructures	Blocage d'Ormuz, hausses des coûts de transport, recul du tourisme.	Baisse de 25 à 30 % du tourisme régional ; dommages aux infrastructures.
Nations Unies	Droit international et crise humanitaire	Débat sur la légalité du recours à la force ; risques humanitaires majeurs.	Déplacements, insécurité alimentaire et baisse des financements humanitaires.
OCDE	Aide au développement	Contraction de l'aide et fragilisation des économies vulnérables.	Recul estimé de l'aide publique au développement.

Les effets sur les banques arabes

Les évaluations des agences de notation convergent vers un constat nuancé : les banques arabes disposent, dans plusieurs pays, de bases de capitaux et de liquidité relativement solides, mais elles restent exposées aux effets d'un conflit prolongé, notamment à travers la liquidité, la qualité des actifs, les sorties de dépôts, la volatilité des marchés et les risques cybernétiques.

Fitch Ratings met en garde contre les risques pesant sur les banques du Golfe en cas de perturbation durable du détroit d'Ormuz, en particulier aux Émirats arabes unis, où les flux de dépôts des expatriés pourraient devenir plus sensibles à la perception du risque. Les banques égyptiennes et turques apparaissent relativement plus diversifiées, mais demeurent exposées à l'instabilité régionale et aux chocs d'inflation.

BMI, filiale de Fitch Solutions, élargit l'analyse aux risques de marché, de chaînes d'approvisionnement et de cybersécurité. Un scénario de fermeture prolongée d'Ormuz constituerait un risque extrême, susceptible de mettre sous pression les bilans bancaires, les coûts de financement et la confiance des déposants.

Dans les Émirats arabes unis, certaines analyses soulignent que les banques sont entrées dans la crise avec des niveaux élevés de capitalisation et de liquidité, mais identifient cinq canaux de transmission du stress : les chocs pétroliers, les flux de capitaux, la confiance des déposants, les tensions sur le crédit sectoriel et la réponse réglementaire. Le lancement par la Banque centrale des Émirats arabes unis d'un important dispositif de soutien à la résilience illustre l'importance d'une réponse proactive des autorités monétaires.

Pays	Solidité estimée	Principaux risques bancaires	Commentaire
Émirats arabes unis	Capital et liquidité élevés.	Sorties de dépôts, coûts de financement, confiance des déposants.	Dispositif de soutien de la banque centrale pour renforcer la résilience.
Arabie saoudite	Ratios de capital solides.	Qualité des actifs liée à la volatilité pétrolière.	Les revenus pétroliers peuvent amortir une partie du choc.
Qatar	Position robuste mais exposée au GNL.	Risque de refinancement et volatilité des marchés.	Dépendance aux flux énergétiques mondiaux.
Égypte	Résilience relative grâce à la diversification.	Inflation, sorties de capitaux et pression sur la dette.	Exposition indirecte aux tensions régionales.
Liban	Système déjà fragilisé.	Liquidité, confiance et stabilité financière.	Le conflit aggrave une crise bancaire préexistante.
Koweït, Oman et Bahreïn	Fondamentaux variables mais généralement prudents.	Dépendance aux revenus énergétiques et pression sur la liquidité.	Nécessité d'une coordination prudentielle renforcée.

Une feuille de route pour les banques arabes

Face à ces risques, l'Union des Banques Arabes recommande une approche structurée de couverture et de résilience. La première priorité concerne la gestion de la liquidité: les banques doivent diversifier leurs sources de financement, renforcer les mécanismes de protection des dépôts et maintenir des réserves de liquidité plus élevées afin de faire face à d'éventuelles sorties de fonds. La deuxième priorité porte sur la robustesse du capital. Les banques arabes doivent intensifier les tests de résistance sur leurs portefeuilles de crédit, en intégrant des scénarios de hausse prolongée des prix de l'énergie, de ralentissement économique et de fermeture partielle ou totale du détroit d'Ormuz. La troisième priorité consiste à réduire les concentrations sectorielles et géographiques. La diversification des actifs et des revenus devient un impératif stratégique, notamment vers des marchés moins volatils ou des secteurs moins directement

exposés aux fluctuations énergétiques.

La quatrième priorité est la résilience numérique. Les conflits géopolitiques modernes s'accompagnent souvent d'une intensification des cybermenaces. Les banques doivent donc investir dans les infrastructures de cybersécurité, la surveillance en temps réel, la continuité d'activité et la coopération transfrontalière en matière de réponse aux incidents.

La cinquième priorité réside dans la coordination réglementaire. Les banques centrales arabes, en particulier dans les pays du Golfe, peuvent jouer un rôle déterminant en harmonisant les mesures de soutien à la liquidité, les exigences de capital et les mécanismes de stabilisation systémique.

Enfin, la confiance des déposants doit être placée au cœur de la stratégie bancaire. Une communication transparente, des rapports réguliers sur la solidité financière et une relation proactive avec les clients peuvent limiter les comportements de retrait guidés par la panique.



Perspectives et scénarios de pertes mondiales

Les perspectives demeurent dominées par l'incertitude. Dans un scénario de conflit contenu, la croissance mondiale pourrait rester proche de 3,1%, mais les risques baissiers demeurent élevés. Une guerre prolongée, combinée à des pressions sur la dette, à une fragmentation géopolitique et à des perturbations énergétiques persistantes, pourrait entraîner une dynamique de stagflation. Le principal risque reste la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz. Dans un scénario de résolution rapide, les pertes mondiales seraient estimées à environ 590 milliards de dollars. En revanche, si la fermeture devait se prolonger pendant plusieurs mois, les pertes pourraient atteindre 3500 milliards de dollars, soit environ 3,15 % du PIB mondial. Les dommages économiques quotidiens pourraient alors atteindre près de 20 milliards de dollars, tandis que l'inflation mondiale augmenterait sensiblement.

Au-delà des pertes immédiates, la guerre accélère la recomposition des chaînes d'approvisionnement, la diversification des alliances énergétiques et la transition vers un monde plus fragmenté et

multipolaire. Son impact ne doit donc pas être lu uniquement comme un choc conjoncturel, mais comme un facteur de transformation structurelle de l'économie mondiale et de la finance internationale.

Conclusion

La guerre américano-iranienne révèle la profondeur des interdépendances entre géopolitique, énergie, commerce, inflation et stabilité financière. Pour les banques arabes, l'enjeu est double: absorber les chocs immédiats tout en préparant une résilience durable face à un environnement international plus instable.

Cette résilience passera par une gestion renforcée de la liquidité, une capitalisation prudente, une meilleure diversification, une cybersécurité accrue, une coordination réglementaire plus étroite et une communication transparente avec les marchés et les déposants. Dans une période où les équilibres économiques mondiaux se redessinent, les banques arabes ont l'opportunité de consolider leur rôle comme piliers de stabilité, de confiance et de développement durable dans la région.

Version française éditorialisée pour publication dans Revue UAB

BANQUE MISR WILL REMAIN EGYPT'S LUCKY CHARM

THE SACRED SCARAB FORMS A PART OF OUR LOGO AS A POTENT AMULET THAT SYMBOLIZED PROTECTION AND RESURRECTION TO THE ANCIENT EGYPTIANS



- Banque Misr is a pioneer in projects, structured finance and acquisitions for numerous large-scale transactions
- The bank has funded key projects for more than a century and contributed to the establishment of 157 companies in various sectors through offering a wide range of banking activities, with a specific focus on arranging highly structured, debt-based financing transactions.
- The bank offers a versatile range of products and services catering to a wide client base
- Banque Misr won the award for Best Bank for Money Market Funds and Liquidity Management in Africa and the Middle East - 2009 and 2010 - and in the Middle East - 2008, 2012, 2013, 2014 and 2015; and Best Provider of Short-Term Investments/Money Market Funds in the Middle East-2015, 2016, 2017, 2018, 2020, 2021, 2022, 2023 and 2024 - and in Africa and the Middle East for 2019
- The bank offers a full range of Sharia-compliant products and services through 58 Islamic branches
- The bank has a strong regional and international presence, with branches in the UAE, Lebanon, Germany and France, as well as representative offices in China, Russia, South Korea and Italy
- The bank has one of the largest banking networks in Egypt and the Middle East, With more than 850 branches
- Banque Misr became a member of the UN Global Compact since 2015, and is the first state-owned bank to issue an annual sustainability report in accordance with the internationally-recognized Global Reporting Initiative (GRI), in addition to joining the United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) "Principles for Responsible Banking"

Investir dans la fragilité : Repenser les partenariats euro-arabes pour la résilience et une croissance durable



Dr. Haneen Najem

*Directrice Générale Arab Finance
House Bank – Liban
Enseignante universitaire
École Supérieure des Affaires
(ESA)*

Le paysage mondial de l'investissement connaît une transformation profonde. Les investisseurs n'évaluent plus les opportunités uniquement à travers les indicateurs traditionnels tels que les perspectives de croissance, le potentiel des marchés et la rentabilité. Ils accordent désormais une attention croissante à la qualité de la gouvernance, à la résilience institutionnelle, à la crédibilité réglementaire ainsi qu'à la capacité des économies à résister aux perturbations, à s'adapter à l'incertitude et à préserver la confiance dans la durée.

Cette évolution reflète une réalité plus large. Le monde assiste à une reconfiguration des corridors commerciaux mondiaux, des alliances géopolitiques, des écosystèmes technologiques, des systèmes énergétiques et des priorités financières. Alors que la volatilité, la fragmentation et la concurrence stratégique deviennent des caractéristiques centrales de l'environnement international, les fondements mêmes sur lesquels reposent les décisions d'investissement évoluent également.

Pour l'Europe et la région arabe, ces transformations créent à la fois des opportunités et des défis. La coopération euro-arabe ne peut plus être envisagée uniquement sous l'angle traditionnel des échanges commerciaux et des flux de capitaux. Elle doit être comprise progressivement comme un partenariat stratégique lié à la durabilité institutionnelle, à la résilience économique, à la stabilité régionale, à la sécurité énergétique et alimentaire ainsi qu'à une prospérité partagée à long terme.

Dans ce contexte, une question fondamentale se pose :

À mesure que les investisseurs évaluent de plus en plus la résilience institutionnelle parallèlement aux opportunités de marché, comment les partenariats euro-arabes devraient-ils évoluer afin de soutenir l'investissement durable, en particulier dans les économies fragiles et en transition ?

L'investissement dans des contextes de fragilité est devenu l'un des principaux défis stratégiques du paysage mondial de l'investissement. Dans de nombreuses économies, notamment celles qui sont fragiles ou en transition, les investissements évoluent dans des environnements marqués par la fragilité institutionnelle, les perturbations de la gouvernance, l'affaiblissement des systèmes publics, l'incertitude réglementaire et des risques géopolitiques élevés. Cela crée un paradoxe stratégique : les environnements qui présentent les besoins de développement les plus importants sont souvent ceux qui sont perçus comme comportant les risques d'investissement les plus élevés.

Pendant des décennies, la fragilité a été abordée principalement sous l'angle de la prudence et de l'évitement. Aujourd'hui, elle est devenue une question stratégique ayant des implications géopolitiques, économiques et financières qui dépassent largement les frontières nationales. La question n'est donc plus de savoir si l'investissement doit avoir lieu dans des environnements fragiles, mais plutôt comment concevoir des cadres d'investissement capables d'y

fonctionner de manière durable.

Pour relever ce défi, il est nécessaire d'aller au-delà des approches conventionnelles et d'adopter des investissements sensibles à la gouvernance, des financements orientés vers la résilience et des modèles de développement fondés sur le partenariat. L'investissement durable ne se limite plus aux rendements financiers. Il consiste également à préserver la confiance, renforcer les institutions et favoriser la résilience à long terme. Dans de nombreux environnements fragiles, la confiance elle-même est devenue une forme d'infrastructure économique.

Le Liban offre une illustration particulièrement pertinente de ce défi. L'interaction entre fragilité et résilience y fournit de précieux enseignements sur la relation entre gouvernance, confiance et investissement pour les investisseurs, les décideurs publics, les institutions financières et les partenaires du développement. Le pays a connu l'une des crises financières et institutionnelles les plus graves de l'histoire récente. Il ne s'est pas simplement agi d'un ralentissement économique, mais d'un choc systémique multidimensionnel affectant simultanément la crédibilité institutionnelle, la stabilité financière, l'efficacité de la gouvernance, la confiance monétaire et la prévisibilité socio-économique.

Peu de pays ont connu une érosion simultanée de la confiance financière, de la crédibilité institutionnelle et de la stabilité économique à une telle échelle. Dans les environnements fragiles, les crises restent rarement isolées ; elles évoluent progressivement



vers des cycles interdépendants affectant les institutions, les investissements, la confiance du public et la durabilité économique à long terme. Pourtant, le Liban démontre également une leçon essentielle: la fragilité n'élimine pas nécessairement le potentiel stratégique. Malgré ses défis, le pays dispose toujours d'un capital humain hautement qualifié, d'un dynamisme entrepreneurial important, d'une diaspora connectée à l'international, d'une expertise bancaire et financière reconnue, de solides compétences professionnelles et d'une position géographique stratégique.

L'expérience libanaise souligne un principe fondamental: l'investissement durable ne peut reposer uniquement sur les opportunités. Il nécessite une crédibilité institutionnelle, une gouvernance efficace, la transparence et la cohérence stratégique des politiques publiques. Les environnements fragiles exigent des cadres adaptatifs capables de

concilier opportunité et protection, croissance et gouvernance, flexibilité et responsabilité. Cette réalité favorise la transition des flux de capitaux traditionnels vers des écosystèmes d'investissement stratégiques. Si les environnements fragiles font désormais partie de la réalité mondiale de l'investissement, les approches elles-mêmes doivent évoluer. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui n'est pas seulement davantage de financement, mais une architecture financière plus intelligente.

Les écosystèmes d'investissement intègrent des mécanismes de gouvernance, des exigences de transparence, des structures de partage des risques, des dispositifs de financement conditionnés à des étapes de réalisation et des cadres de responsabilité renforcés. Le capital à lui seul ne crée pas un développement durable; ce sont les institutions qui le permettent. C'est pourquoi les investissements sensibles à la gouvernance deviennent de plus en plus importants comme outils pratiques permettant aux projets de survivre et de prospérer dans des environnements perturbés.

Dans ce contexte, plusieurs secteurs offrent d'importantes opportunités de coopération euro-arabe: les énergies renouvelables, les infrastructures de transition énergétique, l'économie numérique, les partenariats fintech, le développement des infrastructures digitales, l'innovation, la logistique, la santé, les technologies éducatives, les écosystèmes de PME, le tourisme durable et les services professionnels spécialisés.

La finance islamique peut également jouer un rôle stratégique au-delà de sa fonction traditionnelle de financement. Son accent sur le partenariat, le financement adossé à des actifs, le partage des risques et la création de valeur à long terme la rend particulièrement adaptée aux économies fragiles et en transition. Des instruments innovants tels que les sukuk, les sukuk verts, les structures mixtes de financement islamique et les véhicules d'investissement soutenus par les diasporas peuvent contribuer au financement des infrastructures, de

l'énergie, des PME et des initiatives de reconstruction. Réinventer les partenariats euro-arabes exige de dépasser les investissements transactionnels au profit de modèles de co-développement. L'avenir ne peut reposer uniquement sur une partie fournissant le capital et l'autre le recevant. Il requiert le co-investissement, les partenariats institutionnels, la coopération en matière de gouvernance, le transfert de technologies, l'échange de connaissances et une responsabilité partagée quant aux résultats du développement.

Dans un environnement mondial interconnecté, la fragilité traverse les frontières, l'instabilité produit des conséquences systémiques et la résilience devient un intérêt stratégique commun. L'Europe et la région arabe doivent donc se considérer de plus en plus comme des partenaires stratégiques de long terme.

La construction d'écosystèmes d'investissement pour les économies fragiles et en transition nécessite des solutions pratiques et innovantes : plateformes d'investissement liées à la gouvernance, mécanismes de financement mixte soutenus par les institutions multilatérales, véhicules d'investissement appuyés par les diasporas, partenariats public-privé orientés vers la résilience, ainsi qu'un renforcement de la coopération entre régulateurs, institutions financières, agences de développement et secteur privé.

Plusieurs expériences internationales démontrent que des partenariats stratégiques peuvent réussir même dans des contextes complexes. La coopération entre le Maroc et ses partenaires européens dans le domaine des énergies renouvelables illustre la valeur d'un alignement institutionnel de long terme. Le marché malaisien des sukuk montre comment la finance islamique peut soutenir efficacement les infrastructures et le développement. Les initiatives de financement mixte menées par les institutions multilatérales ont également démontré leur capacité à mobiliser des capitaux privés dans des environnements plus risqués.

Ces expériences confirment une leçon fondamentale : le succès de l'investissement dépend rarement de la liquidité seule. Il repose davantage sur la qualité de la gouvernance, la coordination institutionnelle, la capacité de mise en œuvre et une vision stratégique claire.

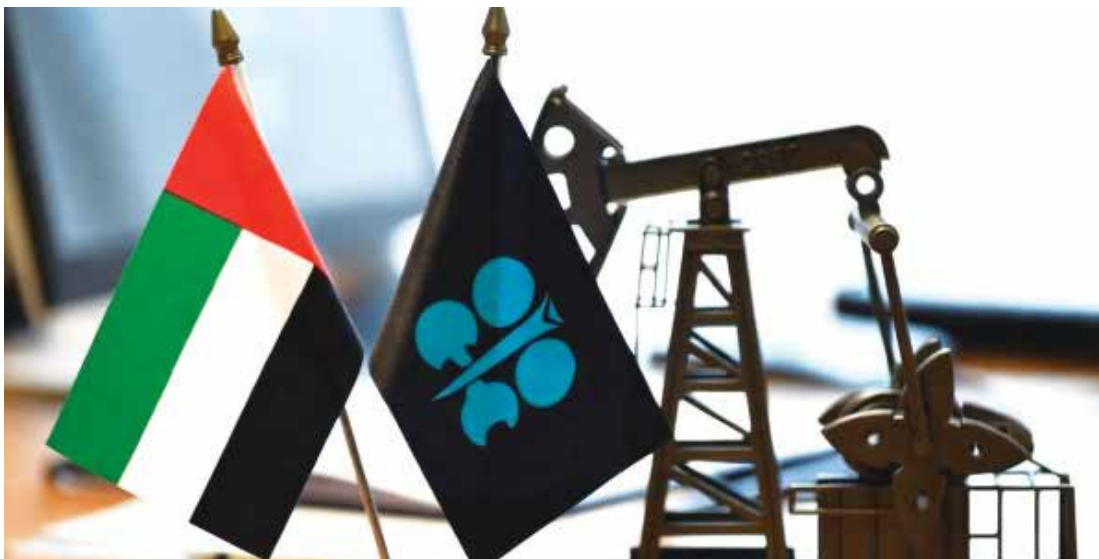
Construire une nouvelle génération de partenariats euro-arabes exige donc plus qu'une simple mobilisation de capitaux. Cela nécessite un engagement commun en faveur de la résilience, de la crédibilité institutionnelle, de la croissance durable et de l'alignement stratégique à long terme.

Nous entrons dans une ère mondiale où la résilience, l'adaptabilité et la crédibilité institutionnelle deviennent aussi importantes que la solidité financière elle-même. L'avenir des investissements euro-arabes ne dépendra pas uniquement de la disponibilité du capital, mais de notre capacité collective à bâtir la confiance stratégique, des institutions résilientes, des partenariats durables et des cadres de gouvernance capables de faire face à l'incertitude.

En définitive, la question décisive de la prochaine décennie ne sera pas seulement de savoir combien de capitaux pourront être mobilisés. L'avenir de la coopération euro-arabe dépendra de notre capacité collective à construire la confiance, la gouvernance, la résilience et les partenariats qui permettront à ce capital de produire un impact transformateur et durable, en particulier dans les environnements fragiles et en transition où la reprise durable dépend à la fois de l'investissement et de la confiance institutionnelle.

À une époque de plus en plus marquée par l'incertitude, l'actif d'investissement le plus précieux n'est peut-être plus le capital lui-même, mais la confiance institutionnelle qui permet à ce capital de générer une croissance durable, un impact durable et une prospérité partagée. Pour les économies fragiles et en transition, reconstruire cette confiance pourrait bien constituer l'investissement le plus important de tous.

Les nouvelles dynamiques du marché pétrolier: le retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP+ et ses implications économiques



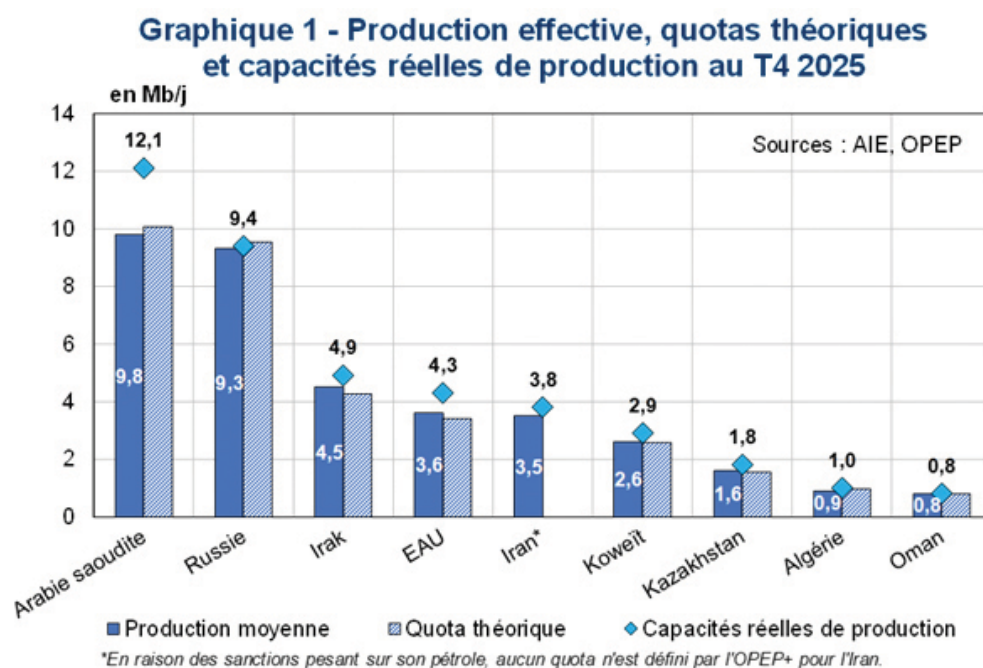
Le paysage énergétique international connaît actuellement une profonde recomposition sous l'effet des tensions géopolitiques, de l'évolution des équilibres entre producteurs et des transformations du marché mondial de l'énergie. Dans ce contexte, le retrait des Émirats arabes unis de l'alliance OPEP+, annoncé en avril 2026, constitue un développement majeur susceptible d'influencer durablement les marchés pétroliers ainsi que les perspectives économiques et financières des pays producteurs.

L'analyse ci-après, élaborée par la Direction générale du Trésor (France), apporte un éclairage particulièrement pertinent sur les enjeux de cette évolution et sur ses conséquences potentielles pour l'économie mondiale.

Le retrait des Émirats arabes unis accentue le recul de l'influence de l'OPEP+

Les Émirats arabes unis ont annoncé leur retrait de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi que de l'alliance OPEP+, à compter du 1er mai 2026. Cette décision marque une étape importante dans l'évolution de cette organisation fondée en 1960 afin de renforcer le pouvoir de

négociation des pays producteurs de pétrole. En 2025, les Émirats arabes unis représentaient le quatrième producteur de l'OPEP, avec une production d'environ 3,5 millions de barils par jour, soit près de 3,3 % de la production mondiale et plus de 8 % de la production totale de l'OPEP+.



Source : Direction générale du Trésor (France), d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'OPEP.

Leur retrait intervient dans un contexte de fortes tensions sur les marchés pétroliers, marqué notamment par les perturbations dans le détroit d'Ormuz ainsi que par les divergences croissantes concernant les quotas de production.

Les capacités réelles de production du pays, estimées à 4,3 millions de barils par jour, dépassent sensiblement les quotas qui lui étaient attribués, ce qui explique en partie cette décision stratégique.

Des conséquences limitées à court terme, mais significatives à moyen terme

À court terme, les marchés pétroliers ont relativement peu réagi à cette annonce, demeurant principalement attentifs à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient.

À moyen terme, une augmentation de la production émirienne pourrait contribuer à accroître l'offre mondiale de pétrole une fois les tensions actuelles dissipées, exerçant ainsi une pression baissière sur les prix. L'ampleur de cet effet dépendra toutefois

des investissements effectivement réalisés par les Émirats arabes unis afin d'accroître leurs capacités de production.

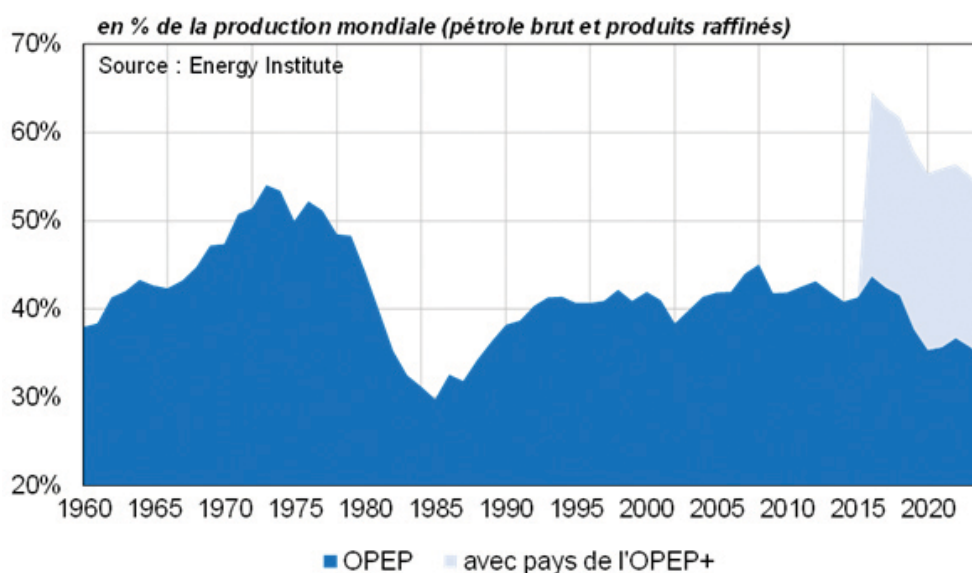
Une influence de l'OPEP en recul depuis plusieurs décennies

Cette décision s'inscrit dans une tendance de long terme caractérisée par une diminution progressive de l'influence de l'OPEP sur le marché mondial du pétrole.

Alors que l'organisation représentait près de 54 % de la production mondiale au début des années 1970, sa part est tombée à 34 % en 2024. Cette évolution s'explique notamment par la montée en puissance de nouveaux producteurs, tels que les États-Unis ou le Brésil, ainsi que par les difficultés rencontrées par certains membres pour respecter les quotas de production.

Ces évolutions soulèvent désormais des interrogations croissantes quant à la capacité future de l'alliance OPEP+ à exercer une influence déterminante sur l'équilibre des marchés énergétiques mondiaux.

Graphique 2 - Évolution des parts de marché de l'OPEP et OPEP+ dans la production mondiale



Source : Direction générale du Trésor (France), d'après Energy Institute.

Source

Adapté: de: Flash Conjoncture Pays avancés – Le retrait des EAU de l'OPEP+ accentue le recul de l'influence de l'organisation, Direction générale du Trésor (France), 7 mai 2026.

Auteurs: Eléa Giraud et Lina Bourassi (Bureau Prev2).

Publié avec l'aimable autorisation de la Direction générale du Trésor. Cette adaptation est exclusivement éditoriale et ne modifie ni le fond de l'analyse ni les conclusions des auteures.





SHARE YOUR BUSINESS DREAMS WITH
THE ONE WHO WILL HELP YOU GROW
AL AHLY BUSINESS

 **15011**

**THE FASTEST AND EASIEST FINANCING
SOLUTION WITH EXPERTISE IN ALL FIELDS**



البنك الأهلي المصري
NATIONAL BANK OF EGYPT 

TERMS & CONDITIONS APPLY
BEWARE DON'T SHARE YOUR BANKING OR PERSONAL DETAILS WITH ANYONE

Tax Number 200-000-642

L'Algérie dans le top 4 des plus grandes économies arabes et africaines, selon le critère de la PPA



Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé le Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie attendu pour l'année 2026, selon le critère de la "parité de pouvoir d'achat" (PPA), à 915 milliards de dollars, avec des prévisions dépassant les 1.000 milliards à l'horizon 2029, ce qui place le pays parmi les quatre plus grandes économies de la région arabe et du continent africain.

La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un outil analytique reposant sur la comparaison des niveaux de prix entre les pays. Elle prend en considération les écarts du coût de la vie ainsi que les prix des biens et services, permettant ainsi une évaluation plus précise de la taille des économies et de leur capacité réelle de production et de consommation, indépendamment des fluctuations des taux de change.

Par conséquent, contrairement au PIB nominal qui repose sur le taux de change officiel, le calcul du PIB selon la PPA s'effectue après ajustement de la valeur des montants en fonction du niveau de vie réel.

Les dernières données du Fonds, publiées récemment sur son site électronique, montrent que l'Algérie occupe le quatrième (4e) rang au niveau arabe en termes de PIB attendu en PPA pour 2026, tandis qu'au niveau africain, elle figure parmi les quatre premières économies aux côtés du Nigeria, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud.

A l'échelle mondiale, le PIB de l'Algérie selon le critère de la PPA se positionne à la 39e position d'après les prévisions du FMI pour l'année 2026, après avoir occupé la 40e place en 2025.

Le FMI prévoit que l'économie algérienne poursuivra sa tendance haussière dans les années à venir, le PIB en PPA devant atteindre 956 milliards de dollars en 2027, puis 998 milliards en 2028, avant de s'établir à 1.041 milliards de dollars en 2029.

Il convient de noter que le PIB "nominal" de l'Algérie pour l'année 2026 devrait dépasser les 285 milliards de dollars, selon les données du FMI.

Source: Algeria Presse Service

L'Arabie saoudite approuve le budget 2026 avec 306 milliards de dollars de recettes prévues



Le prince héritier d'Arabie saoudite
Mohammed ben Salmane
Premier ministre de saudi arabia

- Le budget 2026, approuvé mardi par le prince héritier Mohammed ben Salmane lors d'une réunion du cabinet à Dammam, fixe les dépenses totales à 1,31 trillion de SR
- Le déficit budgétaire devrait atteindre environ 165 milliards de SR en 2026, soit 3,3 % du PIB, grâce à des politiques de dépenses anticycliques ciblées



L'Arabie saoudite devrait générer des recettes de 1,15 trillion de francs suisses (306 milliards de dollars) en 2026, soit une augmentation de 5,1 pour cent par rapport à l'estimation de 2025, soulignant les gains du programme de diversification économique en cours du Royaume.

Le budget 2026, approuvé mardi par le prince héritier Mohammed ben Salmane lors d'une réunion du cabinet à Dammam, fixe les dépenses totales à 1,31 trillion de SR, soit un peu moins que les 1,34 trillion de SR prévus pour 2025, selon la déclaration budgétaire publiée par le ministère des Finances.

EN BREF

Les dépenses totales sont fixées à SR1.31 trillion, légèrement en dessous des SR1.34 trillion prévus pour 2025.

Le déficit budgétaire devrait atteindre environ 165 milliards de SR en 2026, soit 3,3 % du PIB, grâce à des politiques de dépenses anticycliques ciblées. Le gouvernement donnera la priorité à l'efficacité des dépenses, à la modernisation des infrastructures et à l'amélioration des services publics.

Le ministère a déclaré que le gouvernement

restait concentré sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses, le renforcement de la qualité des services essentiels et l'avancement des giga-projets et des stratégies nationales prioritaires alignées sur les objectifs de Saudi Vision 2030.

"Ces efforts comprennent le développement continu des infrastructures, l'amélioration de la qualité de vie et le renforcement des services publics pour les citoyens, les résidents et les visiteurs", indique le communiqué.

Les estimations révisées pour 2025 font état d'un déficit budgétaire de 245 milliards de SR, soit 5,3 % du produit intérieur brut. Le déficit devrait atteindre environ 165 milliards de SR en 2026, soit 3,3 % du PIB.

"Le déficit budgétaire devrait se maintenir à des niveaux plus bas à moyen terme, en raison de l'adoption par le gouvernement de politiques de dépenses anticycliques ciblées", note le rapport.

"Le gouvernement s'est engagé à maintenir un équilibre entre la réponse aux cycles économiques et le respect des objectifs de viabilité budgétaire.

Le budget prévoit également une croissance du PIB réel de 4,6 % en 2026, conformément au chiffre indiqué dans la déclaration pré-budgétaire publiée en septembre.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane a déclaré que le budget de l'État pour 2026 réaffirme l'engagement du Royaume à placer le bien-être des citoyens au centre des priorités du gouvernement. Il a demandé aux ministres et aux fonctionnaires de mettre activement en œuvre les programmes et les projets décrits dans le budget - en particulier les initiatives de développement et les initiatives sociales qui font progresser la Vision saoudienne 2030 - en soulignant que les citoyens et leurs services restent la priorité absolue.

Selon l'agence de presse saoudienne, le prince héritier a noté que la transformation structurelle réalisée depuis le lancement de Vision 2030 a stimulé la croissance du secteur non pétrolier, maintenu l'inflation en dessous des moyennes mondiales, amélioré l'environnement des affaires, renforcé le rôle du secteur privé en tant que

partenaire clé du développement, et positionné le Royaume en tant que centre économique et d'investissement mondial.

Il a déclaré que le gouvernement continuait à soutenir la croissance économique tout en maintenant la viabilité budgétaire, en améliorant la résilience de l'économie locale aux fluctuations mondiales et en soutenant la dynamique de développement. Ces objectifs sont atteints grâce à des politiques fiscales, économiques et sociales disciplinées et flexibles, à une planification à long terme et à l'utilisation stratégique d'outils de financements souverains dans le cadre d'une dette à moyen terme.

Le prince héritier a souligné que les indicateurs économiques positifs s'inscrivent dans le prolongement des réformes en cours dans le cadre de Vision 2030. Les estimations préliminaires font état d'une croissance du PIB réel de 4,6 %, tirée par une expansion de 4,8 % des activités non pétrolières, qui continuent d'ancrer la performance économique.

Il a souligné que le budget 2026 met en évidence l'engagement du gouvernement à renforcer la résilience et la flexibilité de l'économie locale, à soutenir une croissance durable et à lui permettre de relever les défis économiques mondiaux.

Il a réaffirmé l'accent mis par le Royaume sur la diversification de sa base économique, la stimulation de l'investissement et l'accélération de la transformation économique conformément à la Vision 2030.

Source : Arab News en Français

Syrie: Le secteur bancaire entre réforme et ouverture internationale



Le secteur bancaire en Syrie connaît des changements rapides qui reflètent une orientation claire vers sa restructuration et le renforcement de son rôle dans le soutien de l'économie nationale, notamment à l'ombre des défis imposés durant les années de révolution et de sanctions.

Avec l'émergence de partenariats régionaux et internationaux, en particulier avec le Qatar, les contours d'une nouvelle phase se dessinent, pour réintégrer le système financier syrien dans l'ordre financier mondial et à créer un environnement bancaire susceptible de financer la reconstruction et de stimuler l'investissement. Des changements de qualité dans la structure de propriété bancaire

L'annonce de l'acquisition de 49 % d'une banque syrienne par un groupe qatari constitue une étape charnière dans le développement du secteur bancaire.

Le gouverneur de la Banque centrale de Syrie, Abdelkader Husriya, a déclaré à la fin du mois que cette opération reflète une vision d'avenir pour un marché

prometteur et confirme la confiance des investisseurs étrangers dans les capacités de l'économie syrienne.

Cet investissement ne représente pas seulement une transaction financière, mais constitue également un portail d'accès pour le transfert de savoir-faire et de technologies bancaires modernes, ainsi que pour le renforcement des normes de gouvernance et de transparence au sein des banques syriennes.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large adoptée par la Banque centrale de Syrie en vue de réactiver le rôle des banques dans la mobilisation de l'épargne locale et son orientation vers le financement des projets productifs, ce qui est essentiel dans la phase de reconstruction.

D'autres opérations similaires devraient suivre, ouvrant la voie à l'entrée de nouveaux partenaires et renforçant la compétitivité du secteur bancaire.

Dans le cadre de cet accord, conclu à Damas, la société Masaref Holding, filiale d'Invest Capital, acquiert une part de 49 % dans la Banque Shahba, marquant une

nouvelle phase dans son expansion régionale et dans le renforcement de sa présence dans le secteur des services financiers.

Lacoopérationsyro-qatarie:levierderéformefinancière

La coopération entre la Syrie et le Qatar constitue l'un des principaux piliers de transformation du secteur financier. Un projet d'évaluation globale du secteur bancaire et financier a été signé avec le soutien du Fonds qatari pour le développement et d'Oliver Wyman, en présence du ministre des Finances Mohammad Yesser Berniyeh, à la mi-mois.

Ce projet vise à réaliser une évaluation précise des banques et des institutions financières non bancaires, en vue de l'élaboration d'une feuille de route de réforme globale.

Au-delà de ses aspects techniques, ce projet revêt une dimension stratégique consistant à reconstruire la confiance dans le secteur financier syrien et à améliorer sa capacité à se conformer aux normes internationales, notamment celles relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il reflète également l'engagement à long terme du Qatar à contribuer à la reprise de l'économie syrienne, en renforçant les liens entre les secteurs public et privé et en améliorant l'environnement d'investissement.

Réintégration dans le système financier mondial

Parmi les évolutions les plus marquantes figurent les démarches visant à reconnecter le système bancaire syrien à la sphère financière internationale. Dans ce cadre, l'ouverture d'un compte de la Banque centrale syrienne auprès de la Réserve fédérale américaine constitue une étape à la fois symbolique et concrète vers le rétablissement des relations bancaires internationales.

Des accords parallèles sont également envisagés pour l'ouverture de comptes bancaires dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, ainsi que des discussions en cours pour ouvrir un compte en France, ce qui renforcerait la capacité des banques syriennes à effectuer des transferts internationaux et à faciliter le commerce extérieur.

Si ces mesures sont menées à bien, elles contribueront à alléger les restrictions sur les flux financiers, à soutenir la stabilité du taux de change et à créer un environnement plus attractif pour les investisseurs étrangers, qui exigent un système bancaire connecté au monde pour sécuriser leurs investissements.

Création du marché de Damas des devises et de l'or

La Banque centrale de Syrie a annoncé la création du marché de Damas des devises et de l'or, comme étape clé dans le développement de la politique monétaire et l'établissement d'un marché de change équilibré et transparent conforme aux normes internationales.

Le gouverneur Abdelkader Husriya a indiqué que ce marché contribuera à renforcer la transparence grâce à la fourniture de données fiables et de mises à jour continues, ce qui soutiendra la confiance des acteurs économiques, limitera les spéculations non organisées et éliminera le marché noir ainsi que les marchés parallèles, pour la première fois depuis plus de soixante-dix ans.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de mesures visant à restructurer le marché des changes et les professions financières qui y sont liées, avec l'engagement de la Banque centrale à poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie globale pour assurer l'équilibre du marché des changes et soutenir le processus de reprise économique.

Le secteur bancaire, pilier de la reconstruction

Il est impossible d'évoquer la reconstruction de la Syrie sans souligner le rôle central du secteur bancaire dans son financement. Les banques constituent en effet le principal canal de mobilisation des ressources financières et de leur orientation vers les projets de développement, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de secteurs productifs.

Ainsi, toute réforme de ce secteur aura un impact direct sur le rythme de la reprise économique, faisant du système bancaire un levier essentiel pour la stabilité et la croissance futures du pays.

Andre Chatta- source: SANA Syrian Arab News Agency

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

Expert in Trade Finance since 1979

Leveraging our French and Arab cultures,
we promote international trade between
developed economies, emerging and developing
countries with a focus on Asia, Africa and
the Middle-East.



Paris
Algiers
Cairo
Dhaka
Dubai
Seoul
Singapore
Tokyo

www.ubaf.fr





Nabil Fahmy nommé Secrétaire général de la Ligue des États arabes

Le Conseil de la Ligue des États arabes a adopté à l'unanimité la nomination du diplomate égyptien Nabil Fahmy au poste de Secrétaire général de la Ligue des États arabes pour un mandat de cinq ans, à compter du 1er juillet 2026. Il succède à M. Ahmed Aboul Gheit, dont le mandat est arrivé à son terme le 30 juin 2026. Cette nomination intervient dans un contexte régional particulièrement complexe, marqué par de profondes mutations géopolitiques et de nombreux défis politiques, économiques et sécuritaires, qui confèrent une importance accrue au rôle de la Ligue des États arabes dans le renforcement de l'action arabe commune. Figure reconnue de la diplomatie égyptienne, Nabil Fahmy possède une carrière de plus de quatre décennies au service de la politique étrangère de son pays. Il a notamment occupé les fonctions de ministre des Affaires étrangères de l'Égypte de 2013 à 2014, d'ambassadeur

d'Égypte aux États-Unis (1999 - 2008) et au Japon (1997-1999), ainsi que plusieurs postes de responsabilité au sein des missions permanentes de l'Égypte auprès des Nations Unies.

Parallèlement à son parcours diplomatique, il s'est distingué dans le domaine académique en fondant l'École des affaires internationales et des politiques publiques de l'Université américaine du Caire, dont il a assuré le décanat pendant plusieurs années. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux relations internationales et à la diplomatie, il est considéré comme l'une des personnalités arabes les plus influentes dans le domaine des affaires stratégiques.

Avec cette nomination, Nabil Fahmy devient le neuvième Secrétaire général de la Ligue des États arabes depuis sa création en 1945, et le huitième ressortissant égyptien à occuper cette haute fonction.

Dalia Khalifa nommée Directrice de la région Moyen-Orient à la Banque mondiale



Dalia Khalifa
Directrice de la région
Moyen-Orient

La Banque mondiale a annoncé la nomination de Dalia Khalifa au poste de Directrice de la région Moyen-Orient, couvrant l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Basée à Amman, elle succède à Jean-Christophe Carret, qui occupait cette fonction depuis quatre ans.

À ce titre, Dalia Khalifa dirigera les stratégies et les opérations de la Banque mondiale dans les cinq pays de la région, en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes. Elle aura pour mission d'accompagner les priorités nationales en matière de développement, de promouvoir une croissance durable et inclusive, de renforcer les infrastructures, de soutenir le développement du capital humain et d'encourager la création d'emplois, tout en contribuant aux réformes économiques et à l'amélioration de la gouvernance.

Entrée au sein du Groupe de la Banque mondiale en 2004, Dalia Khalifa possède plus de vingt ans d'expérience dans les domaines du développement, du financement, de l'investissement et du développement du secteur privé. Avant cette nomination, elle occupait le poste de Directrice régionale de la Société financière internationale (IFI) pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest anglophone, basée à Lagos, où elle supervisait les opérations d'investissement et les services de conseil.

Au cours de sa carrière, elle a également exercé plusieurs fonctions de direction au sein du Groupe de la Banque mondiale dans les domaines de l'investissement, du climat des affaires, du commerce, de la compétitivité, de la macroéconomie et de l'emploi des jeunes.

Bank ABC nomme Paul Jennings au poste de Directeur Général (Chief Executive Officer) du Groupe



Paul Jennings
Group Chief Executive
Officer Bank ABC

Bank ABC a annoncé la nomination de M. Paul Jennings au poste de Chief Executive Officer du Groupe, à compter du 5 août 2026, à la suite de l'approbation du Conseil d'administration et de la Banque centrale de Bahreïn. Cette nomination s'inscrit dans la volonté du Groupe de consolider sa trajectoire de croissance et de renforcer la continuité de son leadership à l'échelle internationale. Fort d'une carrière bancaire internationale de près de quatre décennies, Paul Jennings a occupé plusieurs fonctions de direction au Royaume-Uni et en Europe, tout en développant une connaissance approfondie du Groupe Bank ABC et de ses différents marchés d'activité. Il avait notamment exercé les fonctions de Managing Director et Chief Executive Officer de ABC International Bank plc à Londres, où il a piloté une phase de croissance

durable, renforcé les relations avec les autorités de régulation et contribué au développement de dispositifs de gouvernance, de gestion des risques et des activités commerciales. Il occupe actuellement le poste de Chief Executive Officer de la banque British Arab Commercial Bank à Londres.

Dans le cadre de cette transition, M. Brandon Hopkins, qui assurait les fonctions de CEO par intérim depuis le 1er février 2026, continuera d'accompagner le Groupe à titre consultatif durant une période transitoire afin d'assurer la continuité des opérations et la fluidité du processus de passation. Le Groupe a salué son engagement et son rôle dans la conduite de la banque au cours d'une période marquée par un contexte régional particulièrement complexe.

Commentant cette nomination, M. Naji Belkhadem, Président du Conseil d'administration du Groupe Bank ABC, a souligné que le retour de Paul Jennings au sein du Groupe constitue un atout stratégique, mettant en avant son expérience internationale, ses qualités de leadership ainsi que sa parfaite connaissance du modèle opérationnel et des marchés du Groupe. Il a également affirmé que, dans un environnement mondial en mutation rapide, le Conseil d'administration est convaincu que Paul Jennings dispose, aux côtés de l'équipe dirigeante, des compétences nécessaires pour conduire Bank ABC vers une nouvelle phase de développement et de création de valeur durable. De son côté, Paul Jennings s'est déclaré honoré de la confiance accordée par le Conseil d'administration, affirmant son ambition de travailler étroitement avec les équipes du Groupe afin de consolider les acquis de Bank ABC, poursuivre ses priorités stratégiques et renforcer la valeur apportée aux clients et aux parties prenantes. À travers cette nomination, Bank ABC réaffirme sa volonté de poursuivre l'exécution de sa stratégie, de renforcer ses standards de gouvernance et de maintenir une performance cohérente à travers l'ensemble de son réseau international.

Source Site officielle Bank ABC

United Gulf Bank (UGB) a annoncé la nomination de Samer Alabed au poste de nouveau Directeur Général (Chief Executive Officer) de la banque



Samer Alabed
Directeur Général
Chief Executive Officer

M. Alabed a rejoint United Gulf Bank le 11 mai 2026, fort de plus de 25 années d'expérience internationale dans les secteurs bancaire et des services financiers à travers les pays du Golfe et les marchés financiers internationaux.

Avant de rejoindre UGB, M. Alabed occupait le poste de Chief Executive Officer de HSBC Bank Middle East Limited au Koweït, où il supervisait les activités de banque de financement et d'investissement (Wholesale Banking) et contribuait au renforcement de la position de HSBC en tant que première banque étrangère du pays.

Son parcours comprend également la direction des ventes institutionnelles pour les marchés mondiaux de HSBC dans la région MENA, couvrant des produits de trésorerie et tels que les titres à revenu fixe, les opérations de change ainsi que les marchés actions. Auparavant, il a travaillé au sein de Morgan Stanley à Londres, dans l'équipe Central Bank and Structured Sales dédiée à la région CEEMEA.

M. Alabed est diplômé en gestion économique et détient la certification CFA depuis 2001

Walid El-Nohas nommé Vice-Président du Conseil d'administration de Banque Nasser Social

Le Conseil d'administration de Banque Nasser Social, présidé par Mme Maya Morsi, Ministre égyptienne de la Solidarité sociale, a annoncé la nomination de M. Walid El-Nohas au poste de Vice-Président du Conseil d'administration de la banque. Cette nomination s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement et de modernisation de la banque, visant à renforcer son rôle social et son positionnement en tant qu'institution financière engagée au service du développement communautaire et de l'inclusion économique.

Lors de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège principal de la banque, Mme Maya Morsi a salué les efforts de l'ancien Vice-Président, M. Osama El-Sayed, pour sa contribution au développement de l'institution, tout en exprimant sa confiance dans la capacité de M. Walid El-Nohas à poursuivre la dynamique de croissance et à accompagner les projets d'expansion de la banque. Le Conseil a également passé en revue les principaux indicateurs financiers de l'établissement pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2025. Les résultats ont confirmé la poursuite d'une croissance soutenue des activités de la banque, avec un total de bilan atteignant 61,4 milliards de livres égyptiennes, tandis que les financements et facilités accordés à la clientèle se sont élevés à 39 milliards de livres, en hausse de 9 %. Les dépôts ont, quant à eux, atteint 25 milliards de livres, traduisant la confiance croissante des clients envers la banque et la solidité de sa gestion.

La banque a également enregistré un bénéfice net de 3,87 milliards de livres égyptiennes à fin décembre 2025, contre 3,23 milliards durant la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 20 %. Dans le domaine de la responsabilité sociétale, M. Walid El-Nohas a souligné la poursuite des



Walid El-Nohas
Vice-Président
du Conseil d'administration

initiatives de la banque en faveur de l'autonomisation économique et du soutien aux catégories les plus vulnérables, notamment à travers des financements à conditions préférentielles, des prêts sociaux sans intérêts ainsi que des contributions au soutien du secteur de la santé et des programmes d'assistance sociale.

Khaleeji Bank a annoncé la nomination de M. Abdulkarim Mohamed Alzakari au poste de Directeur Général par intérim



Abdulkarim Mohamed Alzakari

Directeur Général

Khaleeji Bank, l'un des principaux établissements bancaires islamiques au Royaume de Bahreïn, a annoncé la nomination de M. Abdulkarim Mohammed Alzakari en qualité de Président-directeur général par intérim, succédant à M. Al Qassibi. Cette nomination traduit la confiance du Conseil d'administration dans les compétences de M. Alzakari ainsi que dans son expérience approfondie du secteur bancaire islamique, notamment dans les domaines de la gestion des risques, de la finance et du crédit.

Fort de près de 20 ans d'expérience dans le secteur bancaire, M. Alzakari rejoint Khaleeji Bank en 2020, où il a occupé plusieurs postes de direction, dont celui de Directeur financier. À ce titre, il a contribué à renforcer la gestion des ressources financières de la banque, à soutenir sa rentabilité et à préserver la solidité de sa situation financière.

Son parcours au sein de la banque a également été marqué par son rôle dans le renforcement de la gouvernance, de la gestion des risques et de l'efficacité opérationnelle. Il a, par ailleurs, supervisé plusieurs fonctions stratégiques, notamment les ressources humaines, le développement des affaires et la stratégie.

M. Alzakari est titulaire d'un MBA de la London Business School et d'une licence en gestion des risques financiers et d'investissement de Bayes Business School, anciennement Cass Business School, City, University of London. Il détient également la certification Chartered Financial Analyst (CFA), la certification Professional Risk Manager (PRM), ainsi que plusieurs qualifications avancées en finance quantitative et en gestion des risques.

À cette occasion, M. Yousif Abdullah Taqi, Président du Conseil d'administration de Khaleeji Bank, a salué les compétences de M. Alzakari, soulignant que son expérience, sa vision stratégique et son parcours au sein de la banque contribueront à poursuivre la dynamique de croissance et à consolider la position de Khaleeji Bank dans le secteur bancaire.

Pour sa part, M. Abdulkarim Mohammed Alzakari a exprimé sa reconnaissance au Conseil d'administration pour la confiance accordée, affirmant sa volonté de travailler avec les équipes de la banque afin de poursuivre les acquis réalisés, de renforcer l'efficacité opérationnelle et de développer des services et produits répondant aux attentes de la clientèle.

Cette nomination s'inscrit dans la stratégie de Khaleeji Bank visant à assurer la continuité de sa performance institutionnelle, à renforcer sa stabilité et à soutenir son développement futur en tant qu'acteur majeur de la finance islamique au Royaume de Bahreïn.

Photo: avec l'aimable autorisation de Khaleeji Bank.

Najib Fakhoury nommé Vice-président régional de la Société financière internationale pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale



Najib Fakhoury
Vice-président régional
de la Société financière
internationale

La Société financière internationale (IFC), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au développement du secteur privé, a annoncé la nomination de Najib Fakhoury au poste de Vice-président régional pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Basé au bureau régional de l'IFC à Dubaï, il sera chargé de piloter les activités de l'institution dans une région couvrant 21 pays et près de 700 millions d'habitants. À ce titre, il supervisera un portefeuille d'investissements de plus de 11 milliards de dollars, avec pour mission de renforcer la mobilisation des capitaux privés, de favoriser la création d'emplois et d'accompagner le développement d'un secteur privé plus dynamique et inclusif.

À l'occasion de sa nomination, Najib Fakhoury a souligné l'importance de mettre à profit l'expertise mondiale du Groupe de la Banque

mondiale afin d'attirer davantage d'investissements privés, de soutenir les économies en transition et de répondre aux principaux défis auxquels la région est confrontée, notamment en matière de développement économique, d'infrastructures, de sécurité alimentaire, d'eau, d'énergie et de financement.

Membre du Groupe de la Banque mondiale depuis 2019, Najib Fakhoury bénéficie d'une solide expérience dans les secteurs public et privé. Il a notamment occupé les fonctions de ministre du Plan et de la Coopération internationale, ministre d'État chargé du Développement du secteur public et des Grands projets en Jordanie, ainsi que Directeur du Cabinet de Sa Majesté le Roi Abdullah II. Il est également reconnu pour son rôle dans le développement de la Zone économique spéciale d'Aqaba et dans la promotion des partenariats public-privé.

Monty Finance S.A.L

360 FINANCIAL ECOSYSTEM



T&Cs apply

Nominations et renouvellements à la tête des institutions financières égyptiennes

Le secteur bancaire et financier égyptien poursuit sa dynamique de modernisation et de consolidation de ses équipes dirigeantes à travers une série de nominations et de renouvellements de mandats approuvés récemment par les assemblées générales de plusieurs banques et institutions financières majeures du pays. Ces décisions traduisent la volonté des établissements concernés de renforcer leur gouvernance, d'accompagner leurs stratégies de croissance et de poursuivre les efforts de transformation du secteur financier égyptien.

Abdelhamid Abou Moussa reconduit à la tête de la Banque Faisal Islamique d'Égypte



Abdelhamid Abou Moussa
Gouverneur

Les instances compétentes de la Banque Faisal Islamique d'Égypte ont approuvé le renouvellement du mandat de M. Abdelhamid Abou Moussa en qualité de Gouverneur de la banque. Cette reconduction témoigne de la confiance accordée à son leadership ainsi qu'à son expérience de longue date dans le secteur bancaire islamique.

Sous sa direction, la banque a poursuivi le développement de ses activités et renforcé sa présence au sein du marché bancaire égyptien, notamment dans les domaines de la finance islamique, de l'inclusion financière et des services numériques.

Tarek Fayad renouvelé au poste de Chief Executive Officer d'Al-Masraf Al-Mottahed



Tarek Fayad
Chief Executive Officer

M. Tarek Fayad a également été reconduit dans ses fonctions de Président Exécutif (Chief Executive Officer) d'Al-Masraf Al-Mottahed (United Bank). Cette décision reflète les résultats positifs enregistrés par la banque au cours des dernières années ainsi que les avancées réalisées en matière de transformation digitale et d'expansion des services financiers.

Le renouvellement de son mandat intervient dans un contexte marqué par l'évolution rapide du secteur bancaire égyptien et la nécessité pour les banques de renforcer leur compétitivité et leur capacité d'innovation.

Hazem Hegazy confirmé à la direction exécutive d'Al Baraka Bank Egypt



Hazem Hegazy
(Chief Executive Officer)

Les actionnaires d'Al Baraka Bank Egypt ont validé le renouvellement du mandat de M. Hazem Hegazy au poste de Président Exécutif.

Figure reconnue du secteur bancaire régional, M. Hegazy poursuit ainsi sa mission visant à consolider la position de la banque sur le marché égyptien.

La banque continue de développer ses services bancaires islamiques, tout en mettant l'accent sur la digitalisation, l'expérience client et le financement des petites et moyennes entreprises.

Nouvelles nominations au sein de l'ISEC

Dans le secteur des services d'information et de notation de crédit, la société Egyptian Credit Bureau (ISEC) a également annoncé plusieurs évolutions au sein de son management.



Mohamed Karim

M. Mohamed Karim a été nommé Président Exécutif de l'institution, avec pour mission de poursuivre le développement des solutions d'analyse de données et des services de renseignement de crédit destinés au secteur financier égyptien.



Souinara El Asmar

Par ailleurs, Mme Souinara El Asmar a été nommée Vice-Présidente Exécutive de l'ISEC. Cette nomination s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités opérationnelles et stratégiques de l'institution dans un environnement financier de plus en plus orienté vers la donnée et les technologies financières.



Ahmed Issa

Parmi les nominations marquantes du secteur bancaire égyptien figure également celle de M. Ahmed Issa au poste de Président Exécutif d'Abu Dhabi First Bank Egypt. Cette nomination confirme l'orientation stratégique de la banque visant à consolider sa présence en Égypte et à renforcer ses activités dans les domaines de la banque de financement, de l'investissement et des services aux entreprises.



Amr El Nekhely

Banque Misra, de son côté, a annoncé la nomination de M. Amr El Nekhely au poste de Vice-Président Exécutif. Cette nomination intervient dans le cadre des efforts continus de la banque visant à renforcer son équipe dirigeante et à soutenir ses projets de développement. Banque Misra poursuit actuellement une stratégie axée sur l'innovation bancaire, l'inclusion financière, la transformation digitale et le soutien aux grands projets de développement économique en Égypte.

خدماتنا الإلكترونية

يقدم مصرف الجمهورية
الخدمات الإلكترونية لعملائه
ويساعدهم على إجراء معاملاتهم
وإنهاء مهامهم بشكل سريع وسلس



خدمة نقاط البيع P.O.S

خدمة الصراف الآلي ATM

المركز الصوتي 1500

خدمة الرسائل 16016

نحرص في مصرف الجمهورية على مواكبة كل ما هو متطور
في عالم التكنولوجيا بهدف منح عملائنا أحدث الخدمات
إذ نكرس جهودنا للعمل بجد لجعل حياتهم أكثر مرونة وسهولة .

Le Secrétaire Général de l'UBA en Libye : une dynamique renouvelée de coopération et de modernisation bancaire

Dans le cadre de sa mission visant à consolider les partenariats bancaires arabes et à accompagner les dynamiques de modernisation du secteur financier régional, le Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes (UBA), Dr. Wissam Fattouh, a effectué une série de rencontres de haut niveau en Libye avec plusieurs institutions bancaires majeures du pays



Banque Al Joumhouria: cap sur la formation et le développement des compétences

Au siège de la Banque Al Joumhouria, Dr Fattouh, accompagné de M. Hani Abdallah, Directeur régional de l'UBA pour l'Égypte, la Libye et le Soudan, a rencontré le Directeur Général de la banque, M. Nouri Abouflija, ainsi que plusieurs responsables des ressources humaines et directeurs de départements.

Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération institutionnelle, le développement des capacités professionnelles et l'accompagnement des programmes de transformation et de modernisation engagés par la banque. Les deux parties ont

également évoqué les défis opérationnels rencontrés par les différentes directions ainsi que les moyens d'améliorer la qualité des services bancaires proposés à la clientèle.

À l'issue de cette réunion, un accord a été conclu autour d'un vaste programme de formations s'étendant sur une année complète, en coordination avec le département formation de l'UBA et plusieurs autres directions de l'Union, notamment les relations publiques, les affaires juridiques et les deux magazines officiels de l'Union des Banques Arabes, publiés en arabe et en français.



Dr Wissam Fattouh remet à M. Abdelrazak Al-Housh le certificat d'adhésion de la banque à l'Union des Banques Arabes



Vers un approfondissement des partenariats avec les banques libyennes

Le Secrétaire Général de l'UBA a également tenu des réunions de travail avec plusieurs établissements bancaires libyens, notamment le Libyan Islamic Bank, First Gulf Bank Libya, Libyan Foreign Bank et Nuran Bank.

Au sein du

Libyan Islamic Bank

Dr Fattouh a été reçu par M. Omar Bousalah, Directeur Général, en présence de plusieurs responsables et conseillers de la banque. Les échanges ont porté sur les opportunités de coopération dans les domaines de la formation bancaire spécialisée, du développement des compétences, ainsi que des initiatives liées à la

transformation digitale et aux services financiers innovants.

Lors de sa visite au siège de First Gulf Bank Libya, Dr Fattouh s'est entretenu avec M. Abdelrazak Mohamed Al-Housh, Directeur Général de la banque, Président de l'Union des Banques Libyennes et membre du Conseil d'Administration de l'UBA. Les discussions





Lors de sa visite au siège de **First Gulf Bank Libya** Dr Fattouh s'est entretenu avec M. Abdelrazak Mohamed Al-Housh, Directeur Général de la banque, Président de l'Union des Banques Libyennes et membre du Conseil d'Administration de l'UBA. Les discussions ont porté sur le renforcement des relations institutionnelles et le développement de projets de coopération communs.



Dr Wissam Fattouh remet à M. Abdelrazak Al-Housh le certificat d'adhésion de la banque à l'Union des Banques Arabes

Le retour du Libyan Foreign Bank au sein des activités de l'UBA



La visite effectuée au **Libyan Foreign Bank** a marqué une étape importante dans la relance des relations entre la banque et l'Union des Banques Arabes. Reçu par le Directeur Général de l'établissement, M. Mohamed Mostafa Al-Omari, Dr Fattouha a salué « une atmosphère extrêmement positive » et exprimé son optimisme quant à une participation active de la banque aux prochaines initiatives de l'UBA, notamment le Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe prévu à Paris.

Le Libyan Islamic Bank renforce sa présence au sein de l'Union des Banques Arabes

Dans le cadre de sa visite en Libye, le Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, Wissam Fattouh, a remis à la direction du Libyan Islamic Bank de certificat officiel d'adhésion de la banque à l'Union, dans une démarche reflétant la solidité des relations institutionnelles entre les deux parties et renforçant la présence du Libyan Islamic Bank au sein de la sphère bancaire arabe et régionale.

Cette visite vient également consacrer la place croissante qu'occupe la banque dans le paysage bancaire libyen, ainsi que son rôle actif dans l'accompagnement des dynamiques de modernisation et de développement du secteur bancaire arabe.



Le numérique et l'innovation au cœur des échanges avec Nuran Bank



Au cours de sa rencontre avec M. Mustapha Al-Sayeh, Directeur Général de Nuran Bank, le Secrétaire Général de l'UBA a abordé plusieurs axes de coopération relatifs au développement institutionnel, à la transformation digitale et au renforcement des partenariats techniques entre les deux institutions. Les deux parties ont insisté sur l'importance d'adopter les meilleures pratiques bancaires internationales afin d'accompagner l'évolution du secteur financier libyen vers un modèle plus innovant, intégré et durable.



Distinction honorifique pour Dr Wissam Fattouh

En reconnaissance de ses efforts constants au service du développement du secteur bancaire arabe, Dr Wissam Fattouh a été honoré par M. Abdelrazak Mohamed Al-Housh, Président de l'Union des Banques Libyennes, lors d'une cérémonie organisée en présence de plusieurs personnalités du secteur bancaire libyen. Cette distinction vient saluer l'engagement de longue date du Secrétaire Général de l'UBA en faveur du renforcement de la coopération bancaire arabe, de la modernisation du secteur financier régional et du développement des capacités institutionnelles des banques arabes.



Renforcement du dialogue économique franco-arabe: visite du Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes à Son Excellence l'Ambassadeur de France au Liban

Dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Union des Banques Arabes (UBA) et les institutions françaises, le Secrétaire Général de l'UBA, Dr Wissam Hassan Fattouh, a effectué une visite à l'Ambassade de France au Liban, où il a été reçu par Son Excellence l'Ambassadeur de France AU Liban, M. Hervé Magro, en présence de M. François Sporrer, Chef du Service économique régional.

Les échanges ont principalement porté sur les préparatifs du Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe, organisé par l'Union des Banques Arabes les 4 et 5 juin 2026 à Paris, sous le Haut Patronage de Son Excellence le Président de la République française, M. Emmanuel MACRON. Les discussions ont mis en lumière l'importance stratégique de ce sommet, qui réunira des hauts responsables gouvernementaux, des gouverneurs de



banques centrales, des dirigeants de banques et des acteurs économiques européens et arabes autour des grands enjeux géopolitiques, économiques et financiers actuels.

Cette rencontre a également constitué une opportunité d'échanger autour des perspectives de coopération entre la Revue UBA et le Service économique régional de l'Ambassade de France. Dans ce cadre, plusieurs axes de collaboration ont été évoqués de manière progressive et constructive, notamment la contribution d'experts économiques français aux différentes éditions de la revue, la valorisation des initiatives économiques et financières franco-arabes, ainsi que le développement de contenus analytiques portant sur les grandes mutations économiques internationales et leurs impacts sur les secteurs bancaire et financier dans la région euro-méditerranéenne.

Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer les passerelles de dialogue intellectuel et institutionnel entre les acteurs économiques français et arabes, dans un contexte international marqué par de profondes transformations économiques et géopolitiques.

L'Union des Banques Arabes et la Chambre de Commerce Internationale Paris lancent un programme d'arbitrage bancaire international avec certificat accrédité par l'ICC



Dans le cadre de son engagement continu en faveur du développement des compétences juridiques et financières dans le monde arabe, l'Union des Banques Arabes (UBA), en coopération avec la Chambre de Commerce Internationale (ICC – Dispute Resolution Services), a organisé un programme spécialisé en arbitrage commercial et bancaire international, réunissant des professionnels issus des secteurs bancaire, juridique et financier.

Ce programme de haut niveau, développé sur la base du programme PIDA Training de l'Institut de Droit des Affaires Internationales de l'ICC et adapté aux besoins des professionnels du secteur bancaire et financier, vise à renforcer les connaissances pratiques des participants en matière de procédures d'arbitrage international, de

résolution alternative des différends (ADR) et de gestion des litiges financiers et commerciaux.

Le programme s'est articulé autour de deux sessions complémentaires : la première s'est tenue au siège régional de l'UBA à Riyad, du 13 au 15 janvier 2026, tandis que la seconde a été organisée au siège de l'ICC à Paris, les 12 et 13 mai 2026.

À travers des ateliers interactifs, des simulations d'audiences arbitrales et des études de cas inspirées de litiges bancaires et financiers internationaux, les participants ont pu approfondir leur compréhension des mécanismes d'arbitrage sous les règles de l'ICC, notamment en matière de constitution de tribunaux arbitraux, de rédaction des demandes d'arbitrage, de procédures de scrutin des sentences et d'exécution des décisions arbitrales internationales.



Le programme a rassemblé 22 participants provenant principalement du Royaume d'Arabie Saoudite et de la République Arabe d'Égypte, confirmant l'intérêt croissant des institutions bancaires arabes pour les mécanismes modernes de règlement des différends et pour le renforcement de la sécurité juridique des transactions financières internationales.

Cette initiative s'inscrit dans la vision stratégique de l'Union des Banques Arabes visant à accompagner les transformations du secteur bancaire régional et à promouvoir l'adoption des meilleures pratiques internationales dans les domaines juridique, financier et institutionnel. Elle reflète également

la volonté commune de l'UBA et de l'ICC de bâtir une plateforme régionale de référence en matière d'arbitrage bancaire et commercial.

Dans cette dynamique, l'Union des Banques Arabes et l'ICC poursuivent actuellement leurs préparatifs pour l'organisation d'un séminaire similaire destiné aux pays du Maghreb, qui se tiendra à Casablanca – Royaume du Maroc, du 27 au 29 octobre 2026. Cette prochaine édition ambitionne de renforcer davantage les capacités des institutions financières maghrébines en matière d'arbitrage international et de favoriser l'intégration des standards internationaux de règlement des différends au sein du secteur bancaire régional.

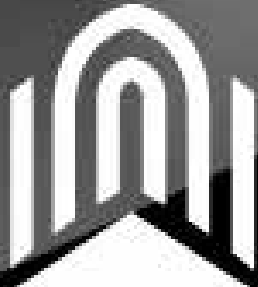


المنصة الرقمية وتطبيق بنك القاهرة

TAP & TRACK

للشركات

حلول ذكية لإدارة
نفقات الشركات



تدفق النفقات والائتمان
رقم المسجل التجاري: 200-007-599

16990

www.bdc.com.eg

بنك القاهرة
Banque du Caire



Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe 2026

Paris 2026: l'Europe et le monde arabe à la recherche d'un nouvel équilibre économique et financier



Les principales personnalités lors de l'ouverture du sommet bancaire se tiennent debout pour l'hymne national français (La Marseillaise)

Organisé par l'Union des Banques Arabes (UBA), le Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe s'est tenu à Paris les 4 et 5 juin 2026, réunissant plus de 150 décideurs et experts issus de plus de 20 pays. Dans un contexte marqué par les recompositions géopolitiques, les défis énergétiques et les mutations technologiques, cette rencontre a constitué une plateforme de dialogue visant à renforcer le partenariat euro-arabe et à contribuer à l'émergence d'un nouvel équilibre économique et financier mondial.



Présenté par des représentants officiels et des représentants des secteurs bancaire arabe et européen lors de la cérémonie d'ouverture du sommet bancaire

Sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République française, l'Union des Banques Arabes (UBA), en partenariat avec la Fédération Bancaire Française (FBF), la Fédération Bancaire Européenne (EBF), l'Union pour la Méditerranée (UpM), l'Union Bancaire Francophone (UBF) et la Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA), a organisé les 4 et 5 juin 2026 à Paris le Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe 2026 sous le thème : «Vers un nouvel équilibre économique et financier mondial». Plus de 150 hauts responsables issus de plus de 20 pays arabes et européens ont participé à cette rencontre de haut niveau, qui a réuni ministres, gouverneurs de banques centrales, dirigeants d'institutions financières, représentants d'organisations internationales, régulateurs, investisseurs et experts économiques.

Organisé dans un contexte marqué par les recompositions géopolitiques, les défis énergétiques, les mutations technologiques et les transformations profondes de l'économie mondiale, le Sommet a constitué une plateforme privilégiée

de dialogue et de coopération entre l'Europe et le monde arabe. Les échanges ont porté sur les perspectives de croissance, les investissements croisés, la résilience des systèmes financiers, la transition énergétique, l'intelligence artificielle et la cybersécurité.

L'ouverture officielle a été marquée par les interventions de nombreuses personnalités de premier plan, notamment M. Mohamed El-Etreby, Président de l'Union des Banques Arabes, Mme Maya Atig, Directrice Générale de la Fédération Bancaire Française, M. Raoul Delamare, Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, M. Gérard Mestrallet, Envoyé spécial du Président de la République française pour le Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), S.E. M. Yassine Jaber, Ministre des Finances de la République libanaise, S.E. Dr. Mohamed Maait, Directeur Exécutif au Fonds Monétaire International, S.E. M. Nasser Kamel, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée, ainsi que plusieurs responsables gouvernementaux, financiers et économiques de premier plan. Les débats ont souligné l'importance de renforcer



M. Mohamed El-Etreby



M. Gérard Mistral

les partenariats euro-arabes afin de faire face aux défis du nouvel ordre économique mondial, de soutenir les investissements stratégiques, d'accélérer les transitions numérique et énergétique et de promouvoir des mécanismes de coopération capables de renforcer la stabilité économique et financière régionale et internationale. Le Sommet a également été marqué par la remise du Prix du Leadership & Vision 2026 à Son Excellence M. Ali bin Ahmed Al Kuwari, Ministre des Finances de l'État du Qatar, ainsi que du Prix du Gouverneur de l'Année 2026 à Son Excellence M. Naji Mohamed Issa Belgacem, Gouverneur de la Banque Centrale de Libye, en reconnaissance de leurs contributions remarquables au développement économique et à la stabilité financière.



Mme Maya Atig



M. Raoul Delamare



Présence officielle des banques arabes et européennes aux travaux du sommet



**,Le ministre libanais des Finances, Yassin Jaber, accompagné de responsables libanais
.arabes et européens, participe à l'ouverture du sommet**



Dr Wissam Fattouh
prononce son discours au sommet

**Le Sommet a également été marqué
par la remise du Prix du**

« Leadership & Vision 2026 »

à Son Excellence

M. Ali bin Ahmed Al Kuwari

Ministre des Finances de l'État du Qatar



**Son Excellence Monsieur Mohamed El-Etreby remet le bouclier commémoratif à Monsieur Ali bin Ahmed Al-Kuwari,
,ministre des Finances du Qatar, en présence de MM. Raoul Delamare
.Gerard Mestrallet et Maya Atig. arabes et européens, participe à l'ouverture du sommet**



ainsi que du Prix du
« Gouverneur de l'Année 2026 »

à Son Excellence
M. Naji Mohamed Issa Belgacem
Gouverneur de la Banque
centrale de Libye

en reconnaissance de leurs
contributions remarquables au
développement économique et à la
stabilité financière



Son Excellence le Professeur Mohamed El-Etreby remet le bouclier commémoratif à Son
Excellence le Gouverneur Mohamed Issa Belkacem
En présence de MM. Maya Atig, Gerard Mestrallet et Raoul Delamare



Son Excellence le Dr Mohamed Maait est photographié au centre avec : le Dr Wissam Fattouh, le professeur Mohamed El-Etreby, le Dr Suzanne El-Sherif, le Dr Ali Zbib et l'enfant Emad Abdullah El-Basiri



Photo de groupe des participants et des représentants de l'Union des banques arabes lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet bancaire arabo-européen

Principales recommandations du Sommet

À l'issue des débats et des échanges de haut niveau réunissant décideurs publics, dirigeants bancaires, représentants d'organisations internationales et experts des deux rives de la Méditerranée, les participants ont formulé plusieurs recommandations stratégiques visant à renforcer la coopération économique et financière euro-arabe :

- Renforcer le partenariat économique et financier euro-arabe à travers l'instauration d'un dialogue stratégique et institutionnel permanent entre les secteurs public et privé, la promotion des investissements dans la diversification économique, la transition énergétique et les infrastructures durables, ainsi que l'élargissement des financements destinés à l'économie réelle et aux PME.
- Accélérer la mise en œuvre du Corridor économique Inde–Moyen-Orient–Europe (IMEC) en tant que projet stratégique de connectivité régionale, tout en œuvrant à son élargissement afin d'inclure un plus grand nombre de pays arabes, notamment le Liban et l'Égypte.
- Renforcer la gouvernance, la transparence et les réformes institutionnelles, accélérer la transformation numérique du secteur financier et développer un cadre euro-arabe commun en matière d'intelligence artificielle, de cybersécurité et de protection des infrastructures financières critiques.
- Développer la coopération entre les autorités de régulation, les institutions financières et les organisations internationales dans les domaines de la stabilité financière, de la gestion des risques, de l'innovation financière et de la cybersécurité, tout en favorisant l'échange d'expertises et de meilleures pratiques.

Par la qualité de ses travaux et la diversité des participants, le Sommet Économique et Bancaire Euro-Arabe 2026 a confirmé son statut de plateforme de référence pour le dialogue euro-arabe et a réaffirmé le rôle moteur de l'Union des Banques Arabes dans le renforcement de la coopération économique, financière et bancaire entre l'Europe et le monde arabe.



BLACK
Unlock a World
of Privileges
and Convenience



البنك العربي...
أفضل بنك في الشرق الأوسط
للعام 2026



GLOBAL
FINANCE

MIDDLE EAST



arabbank.com



البنك العربي
ARAB BANK



المصرف العربي